

28
K. I. 143

Opinions Pernicieuses

D'UN
MAUVAIS PATRIOTE

PAR
N. I O R G A

Articles de critique et d'histoire, publiés dans
l'Indépendance Roumaine

~~10.364~~
BUCAREST

IMPRIMERIE DE «L'INDEPENDANCE ROUMAINE»

1900
858

323.5

Nu se impru-
mută acasă.

Opinions

Pernicieuses

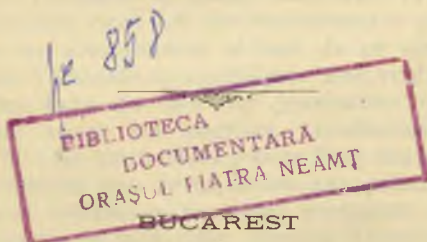
D'UN

MAUVAIS PATRIOTE

PAR

N. I O R G A

Articles de critique et d'histoire, publiés dans
l'Indépendance Roumaine



IMPRIMERIE DE «L'INDÉPENDANCE ROUMAINE»

1900

THE
LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

K.I.143

LIBRARY

LIBRARY

LIBRARY

RÉPONSE A UNE PROPOSITION

Dans un article destiné à me défendre contre certaines attaques, qu'il est de mon devoir d'ignorer, l'*Indépendance Roumaine* a manifesté le désir, flatteur pour moi, de me compter à l'avenir parmi ses collaborateurs occasionnels.

J'accepte.

Je ne profiterai pas de cette hospitalité qu'on m'offre pour mettre ma propre personne en relief, ainsi que m'en accusent ceux qui me connaissent si peu et me comprennent si mal. Je ne serai pas l'«athlète sympathique» que voulait bien faire de moi un journaliste qui doit aimer les pugilats... intellectuels. J'ai bien autre chose à faire dans ma vie d'activité que de répondre aux pauvres gens salariés qu'on jette, écumants, au travers de mon droit chemin d'honnête homme.

Mais je donnerai au journal de temps en temps des choses qui, tout en étant certainement moins piquantes que l'exécution sommaire d'un pitoyable anonyme, plus ou moins famélique, me paraissent plus utiles. Voici ce que je veux dire :

Un journal doit dire son opinion sur bien des matières et le journaliste le plus intelligent, le plus éclairé, le plus habile à se renseigner à la minute sent parfois sa compétence en défaut. Il est bien dur de passer sous silence un événement passionnant, qu'il faut juger, à l'égard duquel il faut prendre parti puisque ça doit être, puisqu'il y a des lecteurs qui payent pour avoir, sur n'importe quelle chose, une opinion, à date fixe. Dans ces cas difficiles, on s'y prend de différentes manières : on masque son insuffisance en disant peu ou en parlant haut. Il n'y a pas d'échappatoire.

Pour le public, il serait infiniment préférable d'avoir l'opinion de quelqu'un qui s'y connaît, et à l'étranger les journaux qui ne sont pas uniquement des journaux de parti ouvrent largement leurs colonnes à ces collaborateurs d'occasion, qui disent, quand leur heure vient, ce qu'il convient de dire. Des savants—voir des orientalistes (qu'il ne faut pas

confondre avec M. Urechia, coryphée des délégués roumains au congrès des Orientalistes de Rome) — des littérateurs, des penseurs occupent ainsi tour à tour dans les journaux susdits les premières colonnes et rendent ainsi très instructive la lecture d'un éphémère numéro de gazette.

Et il y a aussi un autre motif. Il y a des opinions très répandues, mais que tous seraient heureux de voir dire par un autre. Cet autre se trouve difficilement, parce qu'on a, mon Dieu! tant de susceptibilités, de relations, d'intérêts à ménager! Cela arrive chez nous plutôt qu'ailleurs, parce que nous sommes en petit nombre, parce que nos chemins se croisent à tout moment, parce qu'on se rencontre à tous les tournants de la route. Mieux vaut se taire, faire semblant d'ignorer, répandre à larges mains le pardon et l'oubli que se mettre dans des situations difficiles. Eh bien! le courage moral, qui manque généralement chez nous à cause de cela, je l'aurai. Je dirai, quand il le faudra, une fois de plus, la vérité franche et entière, sans me préoccuper de ce qu'on criera là-bas, où on injurie pour le compte du patron. Si je trouve des camarades d'o-

pinion, j'en serai heureux, mais je ne me tairai pas, même si j'étais certain de n'en avoir aucun.

Enfin, j'invoquerai un dernier motif, particulier à mon pays. Les personnes qui jugent chez nous les événements les jugent généralement au point de vue mesquin du moment: le passé et l'avenir ne projettent pas leur lumière sur cet événement et n'aident donc pas à le comprendre. Moi, je ne suis ni un politicien, ni un littérateur, ni un métaphysicien; je suis un historien. Grâce à mes occupations et à l'influence qu'elles doivent exercer sur mon esprit, je crois pouvoir juger les choses d'une manière plus complexe, plus *relative*, plus profonde peut-être—si on veut bien m'accorder certaines qualités — et plus juste.

Il y a des moments—bien nombreux — où je vis uniquement dans le passé, dans un passé éloigné, et j'ai des contemporains, des amis, des ennemis aussi parmi ceux qui sont morts depuis des siècles. Cela peut offrir des avantages pour qui parle du présent, et j'assure mes lecteurs qu'en parlant de nos défauts d'aujourd'hui j'avais aussi peu de passion personnelle qu'en discutant la

rectitude de la politique impériale envers Michel-le-Brave. Je n'aime pas MM. To-cilesco et Urechia, de même que je n'aime pas les diplomates de Rodolphe II, roi des Romains et empereur élu du seizième siècle, et je crois qu'on ne peut pas me soupçonner d'avoir eu maille à partir avec ces adversaires de nos ancêtres ou de penser à les remplacer!

Je deviendrai donc journaliste... à intermittences. Mais je m'empresse de dire que je ne ferais guère ce métier ailleurs que dans ce journal.

D'abord, parce que je me trouve en bonne compagnie, et j'y tiens. En publiant quelque chose dans un des journaux roumains, je me trouverais forcément dans le voisinage immédiat d'un flagorneur ou d'un bravo, mes articles se présenteraient entre des articles de commande, avec lesquels,—et j'ai vu qu'on s'est permis cela même au sujet de mon étude — on pourrait mettre ensemble le mien, et je ne veux pas de cela. Je ne fréquente que ceux pour lesquels j'ai une estime complète.

Dans un journal roumain, je courrais un autre risque, qui n'est pas moins grave. Je pourrais devenir aux yeux du public un libéral, un conservateur, un ju-

nimiste, un républicain, un fédéraliste, un démocrate-conservateur, un libéral-conservateur, un conservateur-démocrate, un conservateur-libéral... Et Dieu sait si j'épuise la liste! Pour quelqu'un qui tient à l'honneur insigne de ne s'être jamais fait délivrer une carte d'électeur,—dans ce pays où votent les vivants et les morts, c'est-à-dire le sol et le sous-sol,—ce serait une injustice blessante. D'autant plus qu'il y a des gens reconnaissants en Roumanie et que je pourrais me voir forcé, dans la suite, de faire mettre à la porte quelque bon ami qui me proposerait—ma plume s'arrête indignée — de me faire élire député! On peut être très prudent, tout en ayant du courage.

Et c'est pourquoi je préfère écrire ici du mauvais français que du roumain meilleur autre part.

Mais si—ce qui m'arrive quelquefois—je disais des choses peu agréables pour mes compatriotes? Comme on lit au-delà des frontières le français, alors qu'on n'y lit pas le roumain..., ne deviendrai-je pas par ce fait, une fois de plus, traître à ma nation, mauvais patriote, «ennemi du peuple», comme le malheureux personnage créé par Ibsen?

Allons, farceurs!

UNE LETTRE

Monsieur le directeur,

M. J. Caragiani, doyen de la faculté des lettres de Iassi, membre de l'Académie roumaine, répond à mon article concernant la bibliothèque de Iassi par un délicieux factum, dans lequel il commence par me taxer de « menteur », il continue en présentant des félicitations à ma mère — on est poli en Macédoine ! —, en me refusant le qualificatif de « chien », qui ne répondrait pas assez à mon indignité et finit — le bon vieillard ! —, en émettant la charitable idée que je dois être puni de « cent coups de bâton ».

On voit bien que mon adversaire est né dans cette Turquie dont il connaît si bien les anecdotes. Quant au titre de « chien », — il faut observer que c'est un animal très aimé en Orient, de sorte qu'il

pourrait y avoir là un compliment, que je ne dégage pas clairement, — c'est son opinion personnelle et, sur ce point, il n'y a pas à discuter.

Mais vous me permettrez de répondre ici en quelques lignes aux cinq calomnies dont je suis accusé :

1. La bibliothèque ne posséderait pas seulement une « douzaine » de Revues, mais bien cinquante-six. Je parlais évidemment des revues que je peux consulter : celles d'histoire et de philologie. En éliminant du catalogue de M. Caragiani — comme de droit — les comptes-rendus, bulletins et annales de différentes sociétés et écoles, il reste quarante revues *pour toutes les branches des connaissances humaines*. On a maintenant dans le catalogue officiel ou ex-officiel — puisque M. Caragiani est ex-bibliothécaire — la preuve du fait qu'il n'y a que huit revues françaises pour ces deux spécialités, une seule en italien, pas une revue d'histoire en allemand, mais bien neuf revues de philologie, dont on ne m'avait pas signalé l'existence, mais que je m'empresse de reconnaître, en « menteur » pénitent.

Étaient-elles coupées, les revues que j'ai eues à ma disposition ? Eh bien, au

risque de devenir, pour M. Caragiani, un animal immonde, non, elles ne l'étaient pas, monsieur et cher maître!

2. Le directeur a demandé au ministère l'accroissement de la dotation..., qui devrait être égale à celle de la... bibliothèque de Bucarest! Je ne pouvais pas le savoir, parce que M. Caragiani ne venait jamais à la bibliothèque, pour éclaircir des doutes affreux, parce qu'il ne publiait pas de bulletin et parce qu'il n'avait pas pensé à présenter une démission motivée et publique si le ministre se refusait à satisfaire à ses justes demandes.

En outre, il prétend que le choix des livres est excellent et m'invite à Iassi... à ses frais. C'est très beau ce qu'il m'offre (sans compter les «cent coups de bâton» susdits), mais je connais aussi un peu la bibliographie de ma spécialité; et non, au risque d'être bâtonné d'importance, je soutiens que le choix est détestable! On ne trouve pas là les instruments de travail les plus élémentaires, M. le... bâtonnier!

3. Les livres publiés dans le pays se trouvent à Iassi, car... ce sont les préfets qui les envoient. Plaît-il? Les préfets... Hum! Je respecte les préfets de

province, mais, m'arrive ce qui m'arrivera, je répète que les éditeurs n'envoient pas les livres. Qu'on compare seulement les registres d'entrée de la bibliothèque de l'Académie et ceux de M. Caragiani, et on verra ! En octobre 1894 la collection Hurmuzaki, poursuivie dans tous les recoins, ne se complétait pas et en mai 1899 on ne trouvait pas les volumes de M. Urechia, certains volumes de ses... séries.

4. La bibliothèque serait très fréquentée et, en juin même, lors de mon voyage, il n'y eut jamais le chiffre de cinq visiteurs par jour. D'abord, ce n'est pas en juin, mais bien en mai qu'un malheur de famille me fit quitter Bucarest, et j'affirme de la manière la plus formelle que je n'ai vu à la bibliothèque pendant trois bonnes journées que des enfants, des demoiselles, un vieillard, un étudiant et quelques fonctionnaires. Si on envoie les quittances par des serviteurs qui restent dehors, c'est autre chose. Mais la bibliothèque était vide, vide, vide, vide, et je ne l'ai quittée que pour déjeuner.

5. M. Caragiani reconnaît qu'il n'y a pas de catalogue des manuscrits, il doit reconnaître que deux manuscrits de chro-

niques valaques manquent, ce qui est très grave ; il m'accorde que l'*Horloge des Princes* a disparu, mais donne l'explication que ce manuscrit, et un autre, que j'oubliais, ont été livrés par ordre au ministre, « pour être consultés ». Eh bien, cela n'excuse rien ! On ne prête les manuscrits qu'à une bibliothèque et, si le ministre persiste à dépouiller un dépôt de ses ornements, on démissionne, monsieur !

Quand aux registres de comptes, au sujet desquels je ne l'ai pas accusé, ils n'auraient pas figuré d'abord à l'exposition scolaire. Je crois pouvoir dire oui, et je reviendrai ailleurs sur le point de savoir si j'ai raison — et je crois avoir raison —, en citant une note du cinquième volume de M Xenopol, qui les employa avant 1890 (cela c'est certain ; qu'on aille voir dans le volume !) et je persiste à traduire, comme mon naïf et sincère informateur, « armoire du recteur » par « cave de l'ancienne université ». Celui qui disait que les registres sont à l'Académie est encore M. Xenopol... On peut être un « chien » et avoir raison !

Et de cinq !

J'ajoute :

6. M. Caragiani a découvert aussi les

G. T. K.
custode
le B. M.
Université

mobiles qui m'avaient conduit. Eh bien, sur ce point, j'avoue : il a raison, lui. Mais il y a d'autres motifs qui ont échappé à son étonnante perspicacité.

Je lui garde rancune pour une mauvaise note qu'il m'a donnée dans le temps, pour un thème grec trop difficile, pour des absences qu'il a notées, pour des pensums qu'il m'a infligés... Oh ! c'est entre lui et moi un cruel combat, dont les origines ténébreuses et anecdotiques se perdent dans la nuit des temps !

Veillez bien excuser, Monsieur le directeur, la longueur de cette lettre — M. Caragiani a bien donné naissance à tout un bouquin — et veuillez agréer — ce que je refuse, tout poli que je suis, à M. Caragiani — l'expression de ma considération la plus distinguée.

PRO DOGARIO

....Et moi qui pensais que mes articles n'auraient pas d'écho, que mes protestations ne produiraient pas d'effet immédiat! Celui de mes adversaires qui me taxait de pessimisme exagéré avait certainement raison.

Je ne prévoyais pas, en effet, l'œuvre utile dont je devais amener l'accomplissement. Je ne soupçonnais pas, malheureux pessimiste, que des imbéciles se lèveraient au son de ma faible voix pour démontrer à leurs lecteurs, par leur polémique, qu'ils sont des imbéciles et leur apprendre, par conséquent, ce qui est un grand avantage, à s'en défier. Je ne pensais pas aussi que l'heure des réformes est si proche pour nos institutions, je ne pensais pas pour dire le mot, que M. Dogaru inaugurerait cette ère de sérieux, de travail, d'honnêteté.

Car je ne me rallierai guère aux journalistes intéressés qui ont tâché de projeter de l'ombre sur cette intelligente et heureuse nomination. Je ne m'arrêterai pas à discuter des documents qu'il était loyal et digne d'abandonner à l'oubli. Je ne ferai pas chorus avec les détracteurs qui ne voient que la surface, peu brillante, parfois, des choses, avec les myopes qui ne distinguent pas dans un événement tout ce qu'il contient de noble, de juste, d'élevé.

Après avoir osé toucher à tant de réputations, après avoir nié tant de gloires, — iconoclaste converti, pécheur pénitent, je chercherai à établir la réputation du nouveau chef de la bibliothèque centrale de Iassi, je découvrirai ses mérites et, avec mon courage habituel, je n'hésiterai pas un moment à combattre, une fois de plus, pour la bonne cause!

— Comment? vous êtes pour M. Dogaru?

— Mais, parfaitement, je suis pour M. Dogaru.

Et voici mes raisons:

D'abord il a le mérite peu commun de s'appeler M. Dogaru. Il pouvait s'appeler Georgesco, Vasilescu, Ionescu; eh

bien non ! il a préféré être M. Dogaru, et il faut tenir compte, dès le commencement, de ce fait que je juge très important pour la discussion et qu'on a négligé, à mon grand et légitime étonnement.

Dogaru est, en effet, ce qu'il fallait. Cela rappelle les doges, le palais ducal de Venise, qui se trouve peut-être, auprès de l'église Sarindar, parmi les fresques de la bibliothèque que M. Dogaru dirige ; cela réveille dans notre mémoire le moyen-âge italien, les voyageurs et les marchands vénitiens qui pénétraient dans les barbares régions du Danube, cela rappelle les colonies de Venise en Orient, la « Venise de Transylvanie », que vient de découvrir avec un si juste et délicat sens de la vérité historique M. Hasdeu. Enfin, c'est dans le palais du doge, du Dogaru de Venise, dirions-nous, que se trouve une des plus admirables bibliothèques du monde, la bibliothèque de Saint-Marc, à laquelle celle de Iassi ressemblera bientôt sous l'égide de son « doge ».

Et puis ne trouvez-vous pas que les traditions conservatrices imposaient une pareille nomination à un ministère conservateur ? Les grandes places pour les

grands noms, si on veut être conséquent! Puisque le président du conseil est le descendant des Césars byzantins, puisque M. le ministre de l'instruction publique est apparenté, ainsi qu'il l'a dit, je crois, dans une occasion solennelle, aux rois de Macédoine, il faut bien au moins le bonnet ducal pour celui qui aspire à être le second des bibliothécaires du pays!

Les calomniateurs de M. Dogaru, gens dénués de savoir, n'ont pas dit un mot des mérites scientifiques de celui dont nous défendons la cause. On pourrait croire, en les lisant, que M. le ministre n'a vraiment pas pris d'informations sur ce point, qui est certainement très important.

Eh bien! messieurs, notre nouveau directeur a écrit! Il aurait pu faire une histoire des Roumains, analyser un dialecte de notre langue, découvrir des kilogrammes de fossiles, décrire des animaux inédits, surprendre une étoile discrète! Les amateurs de réclame bruyante l'auraient fait, soyez-en sûrs; pour se créer une vaine réputation de savants, ils auraient négligé la base de tout savoir: l'enseignement primaire et, dans cet enseignement primaire, racine de

toute science, ils auraient méprisé surtout le commencement de toute instruction: la connaissance des lettres. Y aurait il, s'il vous plaît, des astronomes, des mathématiciens, des historiens, si chaque génération apprenait les choses dès le principe, si la transmission du savoir se faisait seulement par la voie peu sûre et peu précise de la parole, de la parole hésitante des vieillards? Non, mille fois non!

On voit bien où je veux en venir: ce grand savant modeste qu'est M. Dogaru a écrit un *abécédaire*. Lui seul ou en collaboration, je ne me rappelle plus, mais cela ne fait rien à la chose.

Il arrive quelque fois qu'en voulant dénigrer quelqu'un, on aboutit à faire connaître ses mérites. C'est le cas des ennemis de M. Dogaru. De tout ce qui a été dit sur son compte, je retiens deux choses: qu'il se fait délivrer des reçus, comme fonctionnaire de l'État, par complaisance et qu'il appartient au parti ci devant radical.

Étudions d'abord les avantages qu'offre pour un directeur de bibliothèque le système des reçus obtenus sans avoir livré quelque chose. Mais c'est l'idéal pour une bibliothèque qui prête aussi

largement que celle de Iassi! Les professeurs, les étudiants des deux sexes viendront au bureau du doge-bibliothécaire, signeront les reçus et laisseront les livres en place. La bibliothèque ne sera plus privée de ses meilleurs ouvrages et on pourra toujours montrer à l'inspecteur ou aux curieux, quittances en main, que la bibliothèque est extrêmement fréquentée et d'une utilité évidente.

Quant au radicalisme, c'est ce qu'il nous faut, c'est ce que j'ai prêché moi-même dans ce journal. Il faut laisser de côté la routine barbare et cynique et refaire courageusement ce qu'on avait mal fait. C'est une besogne radicale, et voici déjà un radical qui se présente sur la brèche. Honneur à lui!

Et, après avoir satisfait à ma conscience en défendant M. Dogaru, j'ose soumettre un projet à Monsieur le ministre de l'instruction publique. L'attention qu'il m'a accordée dans cette affaire de la bibliothèque m'encourage à parler.

Comme pour toutes ces réformes de Transylvanie et de Macédoine, il faut éclairer le public sur l'importance des choses accomplies, l'éclairer par la presse, par les conférences, par les livres, voire même par les banquets.

C'est un banquet que je propose.

J'en réserverais la présidence d'honneur au ministre qui a nommé M. Dogaru. Il voudra bien peut-être dire quelques mots à cette occasion et, comme il parle si bien, cela nous fera plaisir à tous. M. Dogaru aurait le contentement moral de la démonstration et je serais d'avis — il a été proviseur — de lui laisser aussi la tâche d'organiser matériellement la fête, car il doit s'y entendre. Quant aux spectateurs, ils auraient la satisfaction d'avoir contribué à célébrer un de ces événements qu'on ne voit pas chaque jour, même dans notre heureuse Roumanie.

Et maintenant, qu'on aille dire que je suis irrévérencieux et mauvais patriote!

P. S. J'apprends que M. Heliade a été nommé aussi. *Par nobile fratrum!* Je tiens, moi, à l'idée du banquet. On fêtera ensemble les deux nouveaux directeurs!

TAM-TAM INTERNATIONAL

Encore du tam-tam!

Entre nous, ça va. Nous y sommes habitués. Les notices qu'on fait passer dans les journaux à l'occasion solennelle d'un voyage à Sinaïa, d'un rhume très dangereux, d'une lettre qu'on a reçue de la part d'une illustration contemporaine, de celle qu'on vient d'écrire à un autre illustre personnage de l'étranger, d'une décoration siamoise, de l'élection comme membre d'une société scientifique de Zanzibar, tout cela, ce sont des choses admises: c'est puéril, c'est caractéristique, parfois énervant, mais, dans la plupart des cas, on se contente de sourire, en s'arrêtant dès les premières lignes de la petite réclame, qui, répétée cependant chaque jour, forme, sans qu'on s'en aperçoive, les grandes réputations.

BIBLIOTECA

DOCUMENTARĂ

Mais il faut protester contre la mauvaise habitude qu'on a d'emporter ces mœurs avec soi à l'étranger. Car, si cela dure, il n'y aura pas un pays au monde où on puisse entretenir des illusions sur notre sérieux.

On devine ce dont il est question.

Un congrès de spécialistes se rassemble dans une grande ville, à laquelle nous rattachent des liens, de précieux liens historiques. Mais cela n'a rien à faire avec le but du congrès, avec la nature de ses occupations. C'est, disons le mot, un congrès d'orientalistes, de philologues, d'ethnographes, de géographes, d'archéologues, d'historiens qu'intéresse l'«Orient». Cet Orient des savants est un Orient bien défini. Il comprend l'Orient asiatique, l'Orient turc. Ce n'est que très tard qu'on a consenti à créer une section des études byzantines, à la demande de M. Krumbacher, je crois, le créateur de la byzantinologie. Mais ce n'est pas de *notre* Orient qu'il s'agit et, sous aucun rapport, nous ne sommes l'objet des études des orientalistes.

Il arrive cependant que, par politesse, par amitié, l'organisateur d'un tel congrès envoie une lettre d'invitation à un

ami de Roumanie. Si l'ami a du bon sens, il remercie de l'attention et ne va pas là où il ne peut — eût-il le plus grand talent du monde — faire bonne figure.

Mais cela, c'est ce qui devrait être et non, malheureusement, ce qui est.

Car on procède autrement chez nous. Invité à un congrès d'orientalistes, on devient par ce seul fait orientaliste: l'invitation est un diplôme et remplace toutes les connaissances spéciales, toute l'activité scientifique requise. Et on va au congrès.

Et ce n'est pas tout. Seul dans une ville étrangère, malgré les réceptions, les banquets, les excursions, — dont les vieux savants profitent pour s'ébattre un peu — le congressiste roumain pourrait avoir sujet de s'ennuyer (durant les séances, il s'ennuiera forcément, puisqu'il ne comprend rien à l'archéologie birmane et au folk-lore sanscrit): il faut avoir des compagnons...

L'invité invite donc à son tour, et — ô rare pays! — tout le monde d'accepter. La Suède, la Hollande, le Danemark envoient quelques savants, un petit groupe de véritables et authentiques orientalistes; chez nous, c'est un exode.

On est oriental ou on ne l'est pas? Si on l'est, eh bien! on va voir les orientalistes!

Des littérateurs, des anecdotistes, des dames qui écrivent, le bon pâtre Cartzan, il y a de la place pour tous. On porte des couronnes, des drapeaux, des numéros uniques qui paraîtront en roumain.

D'abord, on exhibe cela. Trajan, notre père, a bien sa colonne à Rome, et il y a eu un temps où des croyants sincères, des pèlerins fervents venaient, solitaires, contempler à Rome cette colonne qui est notre acte de naissance. Ils faisaient, ceux-là, des offrandes spirituelles, de ces offrandes de regrets, de foi, d'espérances qu'aiment les âmes des ancêtres. On a pu voir jadis, dans ces temps de simplicité et de travail, Pierre Maïor et Assaki fouler de leurs pieds la poussière du Forum Traiani pour y apprendre, ainsi que l'a dit le dernier, les vertus des aïeux.

Mais le tam-tam n'avait pas encore été inventé alors! Aujourd'hui, c'est entre les drapeaux qu'on paraît. On tient des discours; —hommes et femmes, tous veulent qu'on sache qu'ils parlent l'italien comme leur propre langue, ces vir-

tuoses de la polyglotie ! Si un ministre hospitalier et complaisant consent à assister au spectacle, c'est « le plus beau jour que connaissent les annales roumaines » ! On glorifie le ministre, on envoie des télégrammes au Souverain — avec des expressions telles que : « Votre gouvernement » ! —, on avertit l'« Agence roumaine », on chauffe le public du pays en vue des démonstrations à la gare, et on se permet de porter tout cela, par un nouveau télégramme, à la connaissance de S. M. le Roi !

Et on ne se tait pas au moins au congrès. On parle aux sinologues, aux indologues, aux birmanistes, de cartes géographiques des régions du Danube, on révèle à ces bons savants, qui n'en peuvent mais, nos démêlés avec les Hongrois, qu'il faut surpasser et vaincre autrement que par ce carnaval.

Les journaux publient cela avec empressement, notre public apprend avec orgueil qu'on respecte la nation roumaine au delà des frontières et — comme toujours — l'État paye les frais !

Eh bien ! cela ne doit plus être. Ce sont les ouvrages de nos savants et non leurs drapeaux qui nous assureront cette estime de l'étranger, qui, sous le rapport

intellectuel — je sais ce que je dis! — nous manque encore. Nous l'aurons quand on entendra, non pas des exclamations lyriques en plein air, mais des discours compétents tenus par nos savants dans le sein même des congrès.

Il est vrai que pour cela il faut du travail, du travail conséquent et honnête et que le tam-tam est plus facile. Je ne gêterai donc pas le plaisir de ceux qui s'y livrent, et je crierai comme eux:

Vive le tam-tam!

UN ANIVERSAIRE

Oublions un moment les mesquines préoccupations de l'heure actuelle, les bruyants tournois pour le pouvoir et le budget, les grandes passions qui se déchaînent vers des buts infimes et les grands mots qu'on manie chaque jour pour masquer un peu la brutalité de la chose.

Un des plus grands anniversaires de notre histoire nous rappelle le passé, un passé héroïque, grand et pur, d'il y a trois cents ans.

Trois cents ans se sont écoulés, et c'est la première fois que notre peuple peut penser à cet anniversaire de gloire. Il n'aurait pas osé reporter ses regards vers le 18 octobre 1599, alors qu'il n'était pas maître chez lui, en 1699, quand la Transylvanie fut cédée solennellement à l'empire par les Turcs, un

siècle plus tard, en 1799, quand nous ne vivions que par la grâce d'un puissant voisin, qui daignait ajourner la date de notre annexion à son gigantesque empire.

Il en est autrement aujourd'hui. Lentement se réveillent dans notre peuple la conscience nationale et, avec elle, les saintes espérances de jadis. Ces espérances se fondent sur la force de notre État et elles s'appuient sur ces souvenirs trois fois centenaires.

Le 18 octobre 1599, Michel, prince de Valachie, mettait en déroute près de la ville saxonne de Sibiu les rangs de la noblesse hongroise de la Transylvanie et le vainqueur entraît quelques jours plus tard dans la résidence «royale» d'Alba-Julia, abandonnée par le cardinal-prince André, le vaincu.

Et pendant quelques mois ce fut une succession de victoires, de conquêtes, de triomphes, d'une telle splendeur qu'on ne trouve rien de pareil dans toute notre histoire. Pauvre peuple oublié, confondu avec les autres sujets chrétiens du Sultan, *raïas* méprisés par le maître, ignorés par les nations civilisées de l'Europe, nous vivions une indigne existence d'obscurité et de honte, et, après a-

voir vu un des derniers descendants de la race des Bassarabes racheter sa vie en reniant la foi chrétienne, nous nous réveillions étonnés pour vivre, pendant un court intervalle, qui compte pour nous plus que des siècles, une brillante, large et glorieuse existence d'épopée militaire.

L'empereur chrétien traita avec le Voévode valaque et n'osa pas lui redemander par la force ce qu'il avait conquis. Le dompteur du grand-vizir, l'effroi des pachas danubiens, l'espoir des populations balcaniques restées fidèles à la croix, enivré par cette faveur de la fortune, rêva ce que jamais plus ne rêva un prince roumain. Il croyait pouvoir s'étendre jusqu'à la Tisa, limite naturelle de notre territoire à l'ouest; il se voyait maître de Cassovie et de la Hongrie Supérieure, successeur royal de ce rejeton de notre race que fut le bon roi Mathias. Les mécontents de Pologne, les sujets de religion grecque de la République portaient leur regard vers ce même terrible barbare au regard d'aigle, dont l'épée décidait d'un éclair les batailles. Il entra en Moldavie et, jusque sous les murs de ce Hotin qui est aujourd'hui en Russie, son chemin fut celui d'un triomphateur: il entra,

ayant à peine combattu, dans cette ville de Suceava, qu'administre de nos jours, à deux pas de la Roumanie libre et indépendante, M. le baron de Bourguignon, un *Beamter* autrichien, qui est le successeur, en Bucovine, d'Alexandre-le-Bon et d'Étienne-le-Grand, dont il garde pieusement les reliques vénérées.

Et quand tout cela fut accompli, l'homme inattendu et miraculeux qui ne trouvait pas que la couronne impériale de Constantinople fût au-dessus de sa portée, tomba d'une chute aussi tragique que sa courte carrière d'*imperator*. Il perdit tout, après avoir croisé, dans des efforts désespérés, son épée qui ne faisait plus de miracles avec celle de tous ses nombreux adversaires: voisins envieux, traîtres, contempteurs de «Valaques» et alliés sans foi, qui se rassemblaient autour de lui pour partager la proie.

Réfugié à Vienne, où, confiant dans sa fortune, il ne craignit pas d'aller, le proscrit en revint à la tête d'une armée. Il gagna une dernière bataille et, ayant assouvi sa vengeance, il mourut, le lendemain, de la mort d'un martyr. Il tomba, la main sur l'épée, abattu par les soudoyés de son empereur de Vienne, émissaires d'un rival envieux.

Cette mort il nous la devait: c'était la mort dont il devait mourir pour que son image restât ce qu'elle est restée pour sa nation. Se maintenir dans ce qu'il avait conquis était impossible, ses forces n'y suffisaient pas; se borner à ce qu'il avait, il ne s'y serait jamais résigné. Mort après la défaite, cette fin de vaincu aurait obscurci le souvenir de ses exploits. Dieu lui donna un dernier triomphe, à lui et à nous, et Michel-le-Brave, prince de Valachie, de Moldavie, «roi de Transylvanie», s'ensevelit, un soir de bataille, dans ce lambeau de pourpre qui fut son linceul de triomphateur.

Mais de sa carrière, qui est notre orgueil, des leçons se dégagent aussi, des leçons qui lui ont coûté la vie.

Cette leçon d'abord qu'un peuple ne doit poursuivre à un certain moment de son développement que les buts qu'il peut atteindre d'une manière durable. Le génie d'un homme et le caprice de la fortune ne sont pas les pierres sur lesquelles on puisse établir un empire.

Puis cette autre leçon qu'un peuple ne doit compter que sur ses forces, mais qu'il doit pouvoir disposer de *toutes* ses forces. Or, Michel combattit contre ses ennemis avec des soldats étran-

gers, que commandaient en partie seulement ses boyards. Pas un reflet de sa gloire ne vint éclairer dans les pauvres campagnes de la Valachie ruinée par les guerres le serf roumain fouillant pour le compte d'autrui la terre qu'il n'avait plus l'honneur de défendre.

Se recueillir lentement, patiemment, pendant des siècles, parler peu et travailler sérieusement, ne rien oublier du passé, mais savoir attendre...

Car il ne faut pas prêter l'oreille aux discours insensés des apôtres de carrefour, des porte-drapeaux et des batteurs de grosse caisse, qui mettent en coupe réglée les meilleurs sentiments d'un peuple. Cent ans de discours et d'articles de gazettes ne nous donneront pas l'héritage de Michel-le-Brave.

Cet héritage, il nous appartient cependant, et nous l'aurons quand nous en serons dignes, quand l'épée de l'ancêtre ne sera pas trop lourde pour nos bras.

Et elle est trop lourde encore !

UNE CIRCULAIRE

Je viens de recevoir une circulaire de M. Heliade-Radulesco, le nouveau chef de la Bibliothèque centrale, et j'en suis encore à l'émotion des premiers moments.

Ce n'est pas du contenu que je veux surtout parler. Ce contenu est banal. M. Heliade désirerait « acheter les livres, qui ont paru récemment et dont la lecture pourrait être utile aux professeurs et aux étudiants qui suivent le cours que ces professeurs font chaque an » (j'assure que c'est une traduction très fidèle et que ce style d'épopée persane ou de ghazel arabe est le style même de l'original).

En suivant le cours de ses idées, M. le directeur de la Bibliothèque centrale de Bucarest (M. Heliade ajouterait, d'après ses modèles perso-arabes : « ville de l'Europe et capitale du royaume de Rou-

manie» et, en apparence, il aurait raison), M. le directeur, dis-je, invite ses correspondants «à lui fournir une liste de ces livres le plus tôt possible», et cela (s'en douterait-on vraiment, sans le secours du rhapsode?) «pour qu'il commande ensuite (les livres? pas du tout, mais:) l'achat des livres indiqués par les dits correspondants, des livres qui sont les plus importants pour cette année (ô! littérature éphémère du temps présent!) en laissant les autres (les plus durables, cela s'entend, ceux qui peuvent attendre sans risque aucun) pour qu'ils soient achetés l'année prochaine».

Et où prendra-t-on l'argent nécessaire pour satisfaire aux multiples et ardents désirs des savants de mon pays? M. Héliade n'oublie pas de nous le dire et, paraphrasant sa pensée, la ciselant à la mode orientale, il poursuit, d'une marche lente et sûre, comme celle des caravanes qui traversent les sables du Soudan: «De la somme qui sera répartie pour l'achat des livres qui seront recommandés par Messieurs les professeurs universitaires et ceux... de l'Ecole des Beaux-Arts de Bucarest» (ceux de Iassi ne pouvant pas avoir voix au chapitre; quant à mes collègues de Iassi, ils

peuvent, paraît-il, se permettre de manifester des désirs en fait de livres).

Et cela finit par la phrase que monsieur le ministre de l'instruction publique, cet autre réformateur, a bannie avec raison (vu le caractère pratique de l'heure actuelle et d'autres considérations qu'on pourrait développer) des pétitions adressées à sa personne, en tant que ministre: «Veuillez bien, etc». Respectueux des traditions et en même temps fonctionnaire courageux, qui n'hésite pas à se mettre en conflit avec son supérieur, M. Héliade a gardé la phrase, désormais inutile, hélas! et il en a bien agi.

Donc, je n'ai rien à dire contre le contenu de l'adresse dont j'ai été honoré et, en ce qui concerne le style, il m'a rendu le grand service de me rappeler Hafiz, le Coran, l'épopée de Rustem et la récente brochure de M. Caragiani, professeur de langue turque et d'anecdotes à l'université de Iassi.

Mais ce qui est surprenant, c'est l'orthographe!

Puisque la circulaire n'a été probablement distribuée qu'aux professeurs susdits, il faut informer là-dessus le public.

Il y a eu un moment dans l'anarchie intellectuelle qui a caractérisé une bonne partie de notre histoire dans ce siècle, il y a eu un moment où on s'est avisé d'écrire l'italien et d'habiller d'une forme italienne les quelques mots roumains qui, vu leur caractère plus décent, avaient trouvé grâce devant les réformateurs. Au lieu d'écrire *cel* on écrivit *quel*, et de même: *quare*, *aquel*, *aquest*, etc.

Mais ces temps peu sérieux, cette époque d'errements, explicables jusqu'à un certain point, mais tout de même absolument ridicules, sont passés depuis longtemps. Je n'aurais jamais cru que parmi les Roumains qui savent écrire il en existe un seul qui sacrifie au *quellisme*, comme j'ai le droit d'être certain qu'aucun de mes compatriotes ne porte le vénérable couvre-chef qui fut l'*ishlik* et ne sort, pour se promener à la Chaussée, en babouches jaunes.

Je me trompais. A cette heure, quand l'herbe croît sur le tombeau de l'*u* muet, mort entre les bras de ses fidèles de l'Académie roumaine, à cette heure d'étymologisme à outrance on écrit le perso-roumain d'une haute institution officielle avec cette orthographe d'un haut comique.

La première ligne, je veux dire: le premier verset de l'épître que j'ai sous les yeux, commence ainsi:

Pe lûngo scrierile que posedă aqueastă Bibliothecă, aşu dorî... A propos... Je viens de lire que l'empereur Nicolas Ier pense à envoyer des troupes en Crimée, où les Anglais ont débarqué récemment. On s'en occupe avec intérêt à Bucarest, dans l'entourage du prince-régnant Barbo Stirbey, et M. I. I. Heliade-Radulesco, directeur de la Bibliothèque centrale, compte étudier ces événements dans un ouvrage de début littéraire, auquel nous souhaitons le plus brillant succès.

L'HISTORIEN DE LA VILLE DE BUCAREST

Je dépose mon offrande d'admiration sincère aux pieds de M. Ionesco-Gion, littérateur roumain à deux *n* et historien, digne historien de la bonne ville de Bucarest.

J'ai de la sorte l'honneur d'être pour la première fois d'accord avec nos journalistes, avec ces personnes si cultivées, si admirablement informées, si compétentes en tout genre de connaissances humaines, avec ces Protées intellectuels, ces Hercules de la pensée, au jugement desquels rien n'échappe. Les mêmes coryphées de la vie roumaine qui dénoncent mes errements à la nation, qui éternisent par leurs articles le souvenir de mes méfaits, ces mêmes journalistes, dis-je, n'ont garde de passer sous silence

l'événement historique qui est l'apparition de l'histoire de Bucarest. Honneur à eux !

Que puis-je faire moi, humble historien « analytique » (un Spinoza roumain l'a dit), pauvre érudit myope, intelligence médiocre tâtonnant au milieu des documents, que puis-je faire, moi, qui arrive à peine à m'exprimer au moment où, comme aujourd'hui, le plus saint enthousiasme m'enflamme, que puis-je faire que répéter les paroles vibrantes, dans lesquelles se manifeste, flambe la belle pensée lucide de messieurs les reporters et rédacteurs de mon pays.

Je me borne donc à répéter :

Quel beau livre, et ce que cela pèse ! Et quel bon papier, blanc, satiné, substantiel ! Et l'encre énergique de la maison Socec ! Et les illustrations, choisies avec un sens si fin, prodiguées avec une munificence si... municipale par l'auteur ! Je n'ai qu'un seul désir, qui ose s'élever, modeste, vers la personnalité glorieuse du premier historien de la nouvelle génération : parmi les illustrations qui concernent toutes, mais toutes, même les plans de Bucarest qui manquent (sauf un seul), l'histoire de notre capitale, j'aurais voulu trouver les traits

de Napoléon Ier, la barbiche de Napoléon III, un buste d'Alexandre le Grand, l'*ichlik* de César, les babouches d'Auguste et le *narguileh* de Vercingétorix.

Le livre y aurait sans doute gagné; il serait plus complet (c'est-à-dire — je ne sais décidément pas faire des compliments bien tournés — le livre est bien complet, mais...; le lecteur terminera la phrase).

On a dit que cette partie, cette grande partie des gravures, vignettes, culs-de-lampe, etc., etc., ne peut servir qu'à faire l'éloge de M. Socéc. Qu'à cela ne tienne! On pourrait répondre facilement aux calomniateurs, à cette perfide engeance qui mêle aux mielleux éloges le poison subtil de l'insinuation malveillante; on pourrait leur dire — et je le leur dis, moi! — qu'il a fallu rassembler les matériaux dispersés avec une persévérance, un mépris pour le danger pareil à celui d'un explorateur des régions polaires, qu'il a fallu opérer un triage, un triage si bien fait... Eh bien! pour cette tâche il ne fallait rien moins que le talent exceptionnel d'un grand historien, d'un érudit solide, d'un ressusciteur du passé, d'un voyant à travers les âges, d'un

grand styliste, le successeur authentique d'Odobesco

Avec cela j'ai jugé (c'est-à-dire j'ai adopté le jugement de mes prédécesseurs les journalistes) la partie où M. Socec n'a rien à voir: le texte. Dire que j'ai été content; mais j'étais tout bonnement aux nues, en lisant, en dégustant les phrases simples, judicieuses, pleines du goût du stupéfiant écrivain! Pas la moindre trace de bombasme, d'enflure, de dévergondage, d'intempérance! La syntaxe si roumaine, les mots si bien choisis, la couleur si sobre et si juste!

Les portraits qu'il esquisse en quelques lignes, au courant du récit, resteront éternellement pour caractériser les personnages décrits et l'extraordinaire talent du raconteur!

Je finis en constatant aussi la solidité du travail. Elle est incontestable! On a ici le fruit d'un labeur opiniâtre de dix ans (et dix ans du labeur d'un homme de génie valent bien la vie entière d'efforts d'un chercheur moins doué). Il a vu tout, M. Ionesco-Gion, des milliers de documents, des centaines de mille d'ouvrages; il ne travaillait que sur des montagnes de fiches, où tout était noté, étiqueté, critiqué. Je m'y connais un peu,

et je crois qu'on voudra bien tenir compte de mon jugement. Pour trouver un terme de comparaison, il faut chercher à l'étranger, et les noms des Bénédictins, de dom Bouquet, de Muratori viennent naturellement, se pressent sous la plume. Je ne souhaite à personne le train de vie qu'a mené l'auteur pendant dix ans : séquestré au milieu de ses livres et de ses notes, invisible aux profanes et tout à son œuvre. Mais aussi la grandeur du triomphe final, l'apothéose !

Eh bien ! avec cet article que m'arrache ma méchanceté naturelle et irrémédiable j'ai perdu un de mes rares partisans, car je me hâte de dire que M. Gion est—je ne plaisante pas cette fois—une des personnes les plus obligeantes que j'aie jamais connues, un modeste à son heure et un respectueux du travail d'autrui. Je suis même un ingrat (s'il peut y avoir de l'ingratitude dans un jugement sincère, qu'on prononce à contre-cœur), parce qu'il m'a fourni—et je l'ai dit—un document très important et qu'il me cite sans cesse dans son livre.

Et alors, diront les journalistes, pourquoi ne fait-il pas chorus avec nous qui ne nous y entendons guère (comme de coutume) ?

Oh! c'est difficile à le dire. Mais pour eux j'ai une explication: qu'ils sachent donc que je suis le concurrent de M. Gion à un prix de l'Académie (c'est inouï, mais absolument authentique). En le disant, tout devient clair, et tout le monde y trouvera son compte.

UN PLAGIAT

J'ai la douleur sincère de faire part à l'honorable public, surtout à celui de mes courtois adversaires, que M. Grégoire G. Tocilescu, membre de l'Académie roumaine, professeur à l'Université de Bucarest, directeur du musée national, sénateur, une des lumières de la science roumaine, pratique le plagiat.

Il le pratique en l'an de grâce 1899, dans la ville de Bucarest, capitale du royaume de Roumanie, il le pratique dans un livre d'école, destiné aux élèves des lycées, dans un livre approuvé par le ministère de l'instruction publique, dans un livre qui est arrivé par son importance à atteindre la troisième édition.

Qu'on me permette de mêler un peu deroumain au français de ce journal pour prouver ce que j'affirme, la chose inouïe et énorme que j'affirme.

Car il faut procéder minutieusement et très sérieusement, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de l'*exitus letalis* de quelqu'un qui prétendit pendant vingt ans être un des coryphées intellectuels de son pays.

J'extrais les pièces, qui serviront au public pour prononcer le verdict, d'un article qui paraîtra prochainement dans une des revues de Bucarest.

Je commence :

Au mois de mai dernier a été imprimé un mémoire, couronné par l'Académie Roumaine, sur les villes de Kilia et d'Akkerman, en Bassarabie. Le rapporteur de l'Académie a été M. Gr. G. Tocilescu. Durant des mois entiers il a eu le mémoire manuscrit entre ses mains, alors qu'il préparait ce livre fatal que j'accuse aujourd'hui. Il l'a lu donc, le mémoire, au moins en partie, et son opinion, imprimée dans les *Annales* de l'Académie, t. XXI, et reproduite dans certains journaux qui pensaient m'écraser avec des mots vains de désapprobation, est très défavorable, jusqu'à l'in-

situation et l'injure. Car je suis l'auteur de ce mémoire, que l'Académie a couronné, nonobstant le rapport de M. Tocilescu.

Maintenant oyez, lecteurs ennemis et lecteurs amis :

Iorga, *Kilia*, p. 67 :

Vlad, care e rănit greu. Mircea fiind restabilit..., (Stibor) trece munții și, fugărind pe Vlad, îl închide în «cetatea zisă Dâmbovița». După un lung asediū, usurpatorul se predă lui Stibor, care-l duse în Ardeal, «împreună cu soția... și toată familia», și-l înfățișă regelui.

Tocilescu, *Histoire roumaine*, p. 118:

Vlad... fusese însă bătut și greu rănit...

Când se întoarse Mircea în țară... (el) fugări pe îndrăsnețul usurpator, și-l constrînse a se închide în «cetatea Dâmboviței». După o lungă împotrivire, Vlad se predă și Mircea, drept pedeapsă, îl trimese, cu soția și familia lui, zălog la Buda...

Et il faut ajouter, pour faire sentir la suprême incorrection de ce procédé, que mon récit se fonde sur un document perdu dans un ancien mémoire et que personne — M. Tocilescu le reconnaît dans son rapport — n'a connu avant moi, ni même, directement, après.

Mais ce n'est pas tout.

Il y a eu parmi les hommes de 1848

un grand historien, patient dans ses recherches, zélé jusqu'à payer chaque ligne de son livre d'un jour de sa vie brève de phtisique. Balcesco est mort avant l'accomplissement de son œuvre, et cette œuvre, très solide pour son temps, d'une grande beauté de style, d'une élévation de sentiments digne d'un des grands romantiques de cette époque, est encore un livre classique. L'Académie Roumaine en a donné deux éditions, et l'épopée de Michel le Brave, ce superbe poème en prose, est entre toutes les mains.

Mais depuis longtemps le livre est absolument démodé pour les historiens sérieux, qui ne l'emploient pas. Des trésors de pièces diplomatiques ont été depuis découverts et publiés, et toute la manière de comprendre et d'expliquer la carrière du conquérant de la Transylvanie en a été changée.

Ce qui n'empêche pas—l'aurait-on vraiment soupçonné?—M. Tocilescu, professeur, académicien, sénateur, mon collègue et accusateur, ce personnage susceptible qui porte plainte contre moi — devant toutes les instances imaginables — pour avoir attaqué son honneur sans tache, ce qui n'empêche pas ce chevalier sans reproche, ce Bayard de la science, de

s'approprier le fruit de ce douloureux travail du mourant Balcesco...

D'un bout à l'autre du chapitre qu'il consacre à Michel le Brave, M. Tocilescu pille Balcesco.

Des preuves? Mais voici!

Description du combat de Calugareni:

Balcesco, p. 111 (1ère édition):

Este o vale largă numai de un pătrat de mila, acoperită de crâng, pe care gârla Neajlovul o înneacă și păraele ce se scurg din dealuri o prefac într'o baltă plină de nomol și mocirlă.

P. 121:

Se vede oprit în față de Mihală, ...în dos isbit... de căpitănelul Cocea, în coastă trăsnet de tunurile... (lui) Albert Kiraly...

P. 123:

Căzu călare de pe pod în baltă; își perde chiulăful și feregeaua și doi dinți ce singuri mai avea în gura lui...

Tocilescu, p. 211:

Este o vale îngustă având lărgimea numai cât o jumătate de ceas, acoperită de pădure și crâng, și străbătută de riulețul Neajlov și alte părae, care adese ori o înneacă și o prefac în mocirlă.

P. 212:

Mihală îl oprește în față, Cocea îl isbește în spate, Kiraly cu tunurile îl fulgeră în coastă...

Ibid.:

Cade cu cal cu tot în baltă, perdându și chiulăful și feregeaua, cum și singurii doi dinți ce mai avea în gură...

Et cela continue, cela continue... Qu'on aille voir l'article! Cela continue jusqu'aux jugements mêmes des deux... auteurs.

Balcesco, p. 438:
Mihai ajunsese acum
în culmea gloriei și
a mărireii ce el visase.
Veacul nu arătase
încă în Europa... un
asemenea general...

Tocilescu, p. 226:
Acum Mihai se gă-
sea în culmea gloriei
și a mărireii sale.
Un viteaz ca dînsul
încă nu arătase vea-
cul acela în Europa...

Existe-t-il un M. Gr. G. Tocilescu?
Ai-je polémique jamais contre un per-
sonnage de ce nom? Ai-je contesté son
activité scientifique? Si je l'ai fait, je
m'en repens. *De mortuis...*

„MON ADVERSAIRE“

Car il y en a un seul. Les apparences ne doivent pas tromper. Tantôt jeune, tantôt vieux, tantôt brun, tantôt blond, tantôt vert, tour à tour professeur d'université, journaliste, littérateur, chuchoteur, ne sachant pas l'usage d'une plume, politicien criailleur et faux, c'est la même personne dans diverses incarnations. J'ai attaqué un type, et ce type, les exemplaires extrêmement nombreux de ce type, se défendent.

J'essaierai d'en fixer les traits. Il se reconnaîtra certainement dans le portrait, et il répondra, en brailant un «c'est moi» furibond et sincère.

Le caractère essentiel de «mon adversaire» est la haine du travail, la religion de la paresse, de la bonne paresse, qui récompense ses adorateurs: les inertes, les dormeurs debout. Il ne faut pas

travailler, il ne faut pas penser, il ne faut pas croire; c'est son credo. Il n'en a pas d'autre, «mon adversaire».

Ce culte de la *Bona Dea* se manifeste de plusieurs façons. D'abord, la haine contre ceux qui travaillent, la sainte croisade contre les Infidèles, contre les rebelles au nouvel évangile, dont «mon adversaire» est l'apôtre fainéant. Plus on travaille, plus on est imbécile; moins on se livre à cette inepte besogne des naïfs, plus on est intelligent, sensé, au-dessus du néant de ce monde.

Et on s'arrange en conséquence. Il y a bien peu des incarnations de «mon adversaire» qui consentent à entrer au service de la science. Celles-là ont, du reste, leur système, absolument américain. On est actif par d'autres. C'est un subordonné qui rédige votre livre, qui remplit vos fonctions, qui prend votre défense, qui vous représente quand le public, Sa Seigneurie le monarque démocratique Public, est absent ou sommeille. Avec le remplaçant, remplacé à son tour par de plus petits, on s'arrange en partageant le gain. Je connais ainsi un personnage qui a écrit une bibliothèque entière pour... le prochain: il vit de ce métier lucratif.

Les littérateurs ont la haine des longs travaux fatigants. Nous avons une littérature qu'on bâcle entre la poire et le fromage. Pour un savant, plus ou moins authentique, il y a tout un troupeau de faiseurs de vers, d'échevelés lyriques, de spadassins à la minnte. Cela se fabrique plus vite et se comprend mieux.

Et, tôt ou tard, tout le monde échoue à la politique: c'est là l'idéal, la plus haute récompense pour le travail le plus minime. On prononce les discours de son secrétaire, on se fait élire par les sergents de ville et on gouverne avec les chefs de bureau.

«Mon adversaire» n'aime pas le travail, occupation démodée et ridicule. Mais, si son énergie est nulle, ses appétits sont énormes. Trois, quatre salaires (synonyme familier de: «fonction»), une douzaine de sinécures, des missions, des «diurnes», et le Moloch ne ferme pas encore sa bouche avide. Les yeux fermés, dans une suprême extase de fainéantise, il attend. Et il faut que chaque jour la pâtée soit plus abondante et plus savoureuse, car son inertie est aussi plus grande.

«Mon adversaire» n'a pas de mora-

lité; la notion de la conscience lui manque. D'un *Mouskal* à un autre, d'un guichet de caissier à un autre, d'un festin à un autre, d'un journal à un autre, il est toujours occupé, le grand prêtre de la Paresse. Il ne reste jamais en tête-à-tête avec lui, et il oublie aujourd'hui la honte d'hier pour méditer celle de demain. Il a les amis, les ennemis, les parents de ses intérêts, qui le maîtrisent. Il ment, il trompe, il fausse, il calomnie, et il s'en trouve bien.

Et on vient lui prêcher le culte du travail, du devoir pour le devoir, de la moralité pour elle-même, du patriotisme actif et modeste qui ne fouille pas dans les poches du public! On vient insulter à ce qu'il a de plus sacré au monde, à son laisser-aller, à son avarice, à sa convoitise! Allons donc!

*

C'est l'histoire du «cas Iorga», un cas difficile à supprimer, qui durera autant que, dans ce milieu pitoyable, pensera et écrira sa pensée l'auteur de ces lignes.

P.S. «Mon adversaire» se permet, la plupart des cas, de cumuler l'imbécillité et l'ignorance aux qualités morales que j'ai déjà indiquées. Mais il est notoire

que les habitudes de luxe — et c'est un luxe que celui qu'affiche «mon adversaire» ! — ne peuvent être corrigées par aucune loi somptuaire, et par aucun prêche. On ne peut obliger personne à cacher une insuffisance intellectuelle ou des vices d'éducation qui sont l'écrin de diamants de sa luxueuse personnalité. Et enfin ce n'est pas moi qui défendrai jamais à «mon adversaire» d'étaler toute la splendeur éblouissante de son insuffisance !

PARTIS POLITIQUES EN ROUMANIE AU XIX^e SIÈCLE

A propos des mémoires du Logothète
N. Soutzo

Ces mémoires, publiés tout récemment, qui embrassent trois quarts de siècle de notre histoire, qui, commençant avec l'époque des derniers Phanariotes, s'arrêtent à l'année 1868, auraient dû intéresser un peu le public restreint de nos lettrés et de nos hommes politiques. Au moins parce que leur auteur s'occupe dans la dernière partie de son œuvre de personnes qui vivent encore ou dont le souvenir est récent, parce qu'il traite de problèmes politiques et sociaux qui sont encore en discussion. Je suis cependant le premier à m'en occuper et

peut-être ai-je été un des premiers à les lire.

Nicolas Soutzo est mort en 1871; il naquit en 1798. Il nous raconte presque toute sa vie, en mêlant à sa maigre biographie de *beyzadé* grec et de ministre moldave l'histoire, l'histoire injuste, passionnée, mais très intéressante, de son temps.

Il écrit un français clair, élégant, châtié, qu'il avait appris de ses maîtres, de ces *ci-devants* faméliques, de ces meneurs chassés de leur pays par la tourmente révolutionnaire, qui formèrent en Orient et en Russie l'esprit de la plupart des personnages dirigeants du commencement du dix-neuvième siècle. Il aime à raconter et, jusqu'au moment où la passion politique se mêle, on a une véritable œuvre littéraire, composée avec amour par un vieillard qui, désabusé du présent, mécontent de ses contemporains, envieux des succès des hommes d'une autre génération, se reporte avec un sentiment de plaisir mélancolique vers ce passé souriant, mais aux couleurs affaiblies, qui fut son enfance et sa première jeunesse.

Il paraît avoir écrit d'un coup, après 1853, la plupart de ses souvenirs, et

plusieurs fois ensuite il reprit la plume pour y ajouter ses impressions ultérieures. Les mémoires finissent par un journal, la biographie impartiale et sereine, par une polémique de parti, l'œuvre littéraire habilement composée par des notes en désordre.

Le livre peut être partagé en trois sections : la première serait close par l'établissement de l'auteur en Moldavie ; la seconde par ses premières armes de politicien dans ce pays d'adoption ; la troisième par les agitations pour l'Union des principautés et les événements qui s'y rattachent.

Parcourons ces trois chapitres, en donnant, ci et là, quelques explications sur la formation et l'évolution de nos partis politiques. Ces explications je les ai données aussi ailleurs, où on ne les lira guère. En les répétant ici dans la forme populaire d'un article de journal, peut-être parviendrai-je à rectifier dans l'esprit d'une partie de mes lecteurs des idées fausses, à détruire des préjugés vains relativement à la politique qu'ont faite jadis nos pères et nos grands-pères.

I

Nicolas Soutzo était le fils d'un prince phanariote, de ce dernier des Phanariotes sur le trône de la Valachie qui fut Alexandre N. Soutzo. Sa mère, Euphrosine Kallimaki, fille du prince Alexandre, sœur du prince Charles, était, malgré l'origine roumaine de sa famille, une Grecque de Constantinople par son éducation. Le *beyzadé* Nicolas se sentit toujours Grec, et il le dit souvent avec fierté dans ces mémoires.

On a crié et on crie encore beaucoup contre les Phanariotes, dont le nom désigne et résume toute l'ignominie, toute la honte et la détresse de notre passé plus récent. Si les caractères sont pervertis, si les habitudes d'honnêteté et de travail s'introduisent lentement et péniblement chez nous, si on y ignore si souvent la notion du devoir, de l'ordre, du respect pour les hommes supérieurs ou les idées nobles, si, malgré tant d'efforts, on n'est pas encore parvenu à donner la prospérité et la lumière à nos classes agricoles, — c'est la faute aux Phanariotes. Ce sont ces sangsues, ces grands maîtres de l'extorsion, ces vils esclaves des Turcs, ces oppresseurs nés

du peuple roumain qui ont imprimé sur notre front ces stigmates dont nous rougissons aujourd'hui. Nous étions purs et ils nous ont corrompus, nous étions riches et ils nous ont appauvris, nous étions nobles, dignes et fiers et ils nous ont avilis. L'écrivain écrit cela dans ses livres, l'orateur le dit à la tribune et le maître d'école le répète à ses élèves. Il y a un siècle d'histoire roumaine qu'il faut rayer de notre passé d'un trait de condamnation absolue.

En est-il vraiment ainsi ? Et gagne-t-on quelque chose en faisant retomber sur les étrangers (et les Phanariotes n'étaient pas tous des étrangers), sur une classe d'étrangers la lourde charge des malheurs qui ont été entraînés par des circonstances fatales, bien au-dessus de la volonté de nos princes du dix-huitième siècle ? J'ai cru que non et j'ai démontré, au milieu du tapage que j'ai toujours l'honneur de soulever par la franchise de mes opinions, j'ai démontré que notre histoire devait fatalement aboutir au régime phanariote, que notre écrasement économique, politique et moral était dû à des causes de politique générale, et non au caractère immoral de quelques princes, mauvais, parce qu'ils n'étaient pas roumains.

Les Russes et les Allemands réduisaient nos suzerains turcs aux abois et ces derniers, appauvris par des guerres ruineuses, vivaient leur existence de paresse aux dépens du Grec, qui, à son tour, devait se rattraper sur les sujets chrétiens du Sultan, dont le gouvernement lui était confié.

Soutzo a été fils de prince; il allait être, en 1821, prince lui-même. Ce Phanariote nous a raconté sa vie. Allons-y étudier le «monstre» de nos manuels d'histoire dans son éducation, dans son activité, dans ses sentiments.

D'après Zallony et ses apôtres, le Phanariote, dominé uniquement par la soif du gain, était étranger à tout sentiment humain; pour la proie, le fils combat contre le père et le père contre le fils. Au contraire, dans le livre de Soutzo, on ne trouve que des scènes très édifiantes. Soutzo le père est un père aimant et un père respecté, la princesse Euphrosine jouit d'une si haute vénération parmi son entourage qu'on la nomme «la Sainte Euphrosine». Au lieu d'assister à une savante initiation des enfants dans les secrets ténébreux du machiavélisme, nous ne voyons que des gamins rieurs, occupés de jeux et

d'études qui n'ont rien à faire avec l'art de plumer un pays.

A part les anecdotes cependant, que Soutzo raconte avec habileté, à part les nombreux traits de mœurs, à part l'impression saisissante de la vie des aristocrates grecs à Constantinople, toujours entre le trône et le cachot, toujours poursuivis par le torturant souci du lendemain (une vie qui pouvait bien développer les moyens de défense du faible et du menacé, mais brisait sans doute dès l'enfance les ressorts les plus puissants de l'âme), à part cela, on ne trouve pas de renseignements inédits ou de révélations piquantes sur l'histoire du temps.

Soutzo accompagne son père pendant le dernier règne en Valachie de ce dernier. On sait que le dernier prince phanariote qui régna à Bucarest mourut d'une mort mystérieuse (les mémoires de son fils n'éclaircissent pas suffisamment ce mystère) à la veille de la révolution de 1821.

On a affirmé que la princesse-veuve avait eu l'intention de mettre son fils aîné sur le trône vacant; elle n'y arriva pas, et la Porte nomma un autre prince, un Kallimaki, qui ne prit jamais possession

du pouvoir. Les insurgés de Vladimiresco, pauvres paysans naïfs, affamés de justice, se dirigeaient vers Bucarest et Hypsilantis passait le Pruth, pour se déshonorer par un humiliant échec et un combat qui finit par une déroute. La famille Soutzo s'enfuit vers la Transylvanie, avec les autres principales familles du pays. La femme et les enfants du hospodar défunt attendirent, en tremblant de froid, à la quarantaine, que les employés autrichiens leur permissent de passer la frontière. Pour des Phanariotes, de tels changements de situation n'avaient rien de surprenant.

A Kronstadt, pendant l'exil, les boyards valaques s'organisèrent pour la première fois en partis nettement définis et, en même temps, les partis politiques moldaves prirent naissance. Il faut suppléer ici au manque d'informations qu'on constate dans les mémoires de Soutzo. Ignorait-il ce qui se passait autour de lui? Ne parlait-on vraiment que de la cause grecque, que de la guerre sainte contre les Osmanlis dans l'entourage de la famille déchue? Soutzo ne rêvait-il, en effet, ainsi qu'il veut bien nous le faire accroire, que de passe-temps cynégétiques? Et les profits du dernier règne

en Valachie du prince Alexandre se réduisaient-ils, en effet, à quelques objets précieux, qu'on employa à payer les dettes de Constantinople? L'ancien ministre de Michel Stourdza savait sans doute l'art de dire juste ce qu'il faut. Aussi recueillerons-nous ailleurs les renseignements nécessaires pour éclaircir son récit et expliquer sa carrière.

II

Alors que Soutzo ne faisait — s'il faut l'en croire — que traverser, au hasard de la chasse, les vallons de la Transylvanie méridionale, les premiers partis politiques roumains se formaient grâce à la secousse imprimée aux esprits par le mouvement insurrectionnel grec.

Car, dans un certain sens, c'est à Hypsilantis et à ses hétaires, aux pillards «patriotiques», aux meurtriers du «prince Tudor», aux mauvais combattants pour la liberté hellénique, que nous devons les commencements de notre vie politique. Il est vrai que les journaux «européens» étaient lus avant 1821 par certaines personnes de la classe des boyards dans nos principautés, mais c'était uniquement pour y trouver des nou-

velles, surtout des nouvelles sur les relations entre le suzerain turc et les patrons chrétiens d'au delà du Pruth. Il ne faut pas croire que la révolution française, même quand ses principes furent prêchés sous les drapeaux victorieux de l'empereur, eut une influence sensible sur le progrès des idées politiques dans ces lointaines contrées danubiennes.

Avec les révolutionnaires grecs — presque des compatriotes, tant le contact entre Roumains et Grecs avait été intime, pendant un siècle — c'était tout autre chose. Les mêmes idées répétées par ces parents, par ces anciens maîtres, par ces mandataires de la Russie — on voyait volontiers dans le prince Alexandre un messager armé du Tzar, le défenseur de la croix, — les mêmes idées eurent cette fois un retentissement plus fort et une action plus efficace. Enfin, les hypsilantistes prêchaient d'exemple, et c'était pour la première fois que nos boyards assistaient, non pas à une émeute de faubouriens contre l'*aga*, mais à un mouvement insurrectionnel très sérieux, dont le but était de rendre une nation à elle-même.

Les boyards, tout en refusant le concours que leur demandait le champion

de l'hellénisme, s'agitèrent, échappés pour le moment à la main du maître. Tandis que la bourgeoisie des villes, élément peu cultivé et inerte, auquel il fallut infuser plus tard, à grand renfort de discours et de promesses, des goûts politiques et des aspirations libérales, tandis que cette bourgeoisie mélangée ne voyait dans les choses inattendues qui se passaient qu'un danger pour son gain et pour son épargne, tandis que les paysans, se formant par bandes, allaient, armés, toujours de l'avant, sous un chef dans lequel ils voyaient un prince futur, leur prince, le prince des villageois opprimés, les boyards se concertaient entre eux touchant l'avenir du pays.

Cet avenir, ils le voyaient autre que le passé; cette révolte des Grecs devait nécessairement amener deux résultats: la rupture de la longue et étroite alliance qui réunit la force turque à l'esprit grec, qui fit des Phanariotes, — les chefs de la nation — les diplomates, les hommes de plume, les princes des pays danubiens, et, ensuite, la guerre entre la Russie et le Sultan. De cette rupture et de cette guerre devait sortir un nouvel état de choses et, en attendant l'ère nouvelle, on discutait, on faisait des projets, on s'organisait, entre boyards.

Commençons par la Moldavie, où l'agitation politique fut plus profonde et plus efficace.

Dédaignant de vivre plus loin sous le gouvernement de caïmacams et princes nommés par les Turcs, les boyards qui attendaient encore, comme au dix-huitième siècle, tout leur bonheur des chrétiens rusés et patelins de Pétersbourg, ces boyards émigrèrent. En Besarabie et à Czernowitz, quand les insurgés furent battus et dispersés, quand la Russie, entravée par la Sainte Alliance, se refusa d'abord à intervenir et laissa les pachas rétablir l'autorité turque dans les principautés se formèrent deux centres d'agitation politique.

Il y avait d'abord — à sa tête le Métropolitain Benjamin, un saint homme et un naïf, qui ceignait l'épée à Hypsilantis, croyant faire plaisir à «l'empereur orthodoxe» — le parti russe dans l'ancienne acception. Ceux qui le formaient voulaient l'annexion, ou quelque chose de semblable. Le Tsar prendrait la place du Sultan, et toutes les choses poursuivraient leur cours comme auparavant. Pas de prince national, puisque ce changement devrait en amener d'autres, commencer l'ère dangereuse des

innovations. Pas de réformes, puisque les grands boyards, la haute aristocratie, riche et privilégiée, n'avait rien à gagner à ces réformes, puisque, sauf le joug turc, elle était absolument satisfaite.

Toujours à l'étranger se trouvait un autre parti, le parti du riche et borné Vornik G. Rosnovano. C'étaient aussi des conservateurs et des russophiles, mais ils avaient, en plus, la prétention d'être des conservateurs progressistes, des organisateurs, des oligarques à système. On pensait déjà en Russie à octroyer aux principautés, à la veille de l'annexion, qu'on croyait nécessaire et inévitable, un régime libre, un régime moderne, et des instructions avaient été données en conséquence, par les partisans de ces projets, aux russophiles éclairés de Rosnovano. Ces derniers, se séparant de leurs coreligionnaires en russophilie, lancèrent donc l'idée d'une oligarchie souveraine, comprenant tous les boyards de diverses catégories et échappée à la tyrannie du prince: une république à la mode polonaise, couronnée d'une double vassalité ou fonctionnant sous le contrôle de Sa Majesté le consul de Russie.

Un troisième parti était le parti ture, le parti égalitaire, démocratique (si j'ose employer le mot). Ce parti n'avait pas quitté le pays: il acceptait le régime du pacha, en attendant la nomination d'un nouveau prince, qu'il désirait *roumain* et qu'il espérait fidèle aux traditions du pays, un vieux boyard paternel, régnant pour les anciens nobles et pour les nouveaux, pour les grands boyards et pour les petits. Car les membres de ce parti étaient pour la plupart des nobles d'origine récente et des propriétaires d'une fortune médiocre.

Perdant l'espoir d'une intervention russe, les oligarques se réunirent pour rédiger et expédier une pétition qui soumettait au Sultan des vœux, exprimés pour la première fois dans l'entourage de Rosnovano. Le caïmacam Étienne Vogoridi (Bogoridès), Bulgare hellénisé et qui voulait devenir prince, eut vent de la chose et dénonça au pacha de Silistrie les intentions des porteurs de la pétition. En même temps, avertis par le même caïmacam, les démocrates de Iassi, les monarchistes, rédigèrent une autre pétition demandant un prince national. Les républicains à *ishlik* arrivèrent en même temps que

leurs rivaux politiques, et une réception glaciale de la part du pacha leur coupa tout espoir de réussir. Nos politiciens étaient simples à cette époque: comme la pétition des oligarques n'avait pas de chances d'être agréée, ils... adoptèrent celle de leurs ennemis, et crurent avoir bien agi.

Pendant ce temps, à Kronstadt les boyards valaques — et presque tous s'y trouvaient, l'émigration ayant été générale — se partageaient en deux camps: russophiles à programme et russophiles selon la tradition, amis et ennemis du consul en fonctions, un grand personnage, d'origine grecque et du nom de Pini. De ce côté, on échangea peu d'idées et on ne demanda rien aux Turcs.

De sorte que ceux qui parlèrent et furent écoutés furent les seuls Moldaves, les démocrates de Iassi. Ils obtinrent la nomination d'un prince national, Jean Stourdza (juillet 1822). En même temps que ce chef des monarchistes moldaves, le Sultan nommait prince de Valachie Grégoire Ghica.

Ainsi le parti libéral moldave de 1822, les *carbonari* à tchoubouque de Jean Stourdza, ouvrirent l'ère de notre régénération nationale.

III

Poursuivons maintenant l'évolution des partis créés par la tourmente révolutionnaire.

Avec le rétablissement des princes indigènes commence une nouvelle période dans « l'histoire constitutionnelle » des pays roumains. Elle s'étend jusqu'à la guerre de 1828, entre la puissance protectrice, la Russie affamée de conquêtes, désirant annexer ses frères chrétiens opprimés et la puissance suzeraine, dont le rôle devenait chaque jour plus effacé dans notre développement.

Ce n'est pas encore Soutzo qui nous donnera des renseignements sur cette période de transition, si intéressante, si féconde en « ligues », contrats politiques, associations de postulants et d'ambitieux et projets d'organisation. Il est encore à son épopée cynégétique; alors que notre avenir préoccupait au plus haut degré la classe consciente, la *seule* classe consciente, celle des boyards de tous les rangs, le Nemrod phanariote continue à nous révéler uniquement les hauts et difficiles secrets de la chasse aux perdrix et aux canards et persiste à nous faire l'éloge des Hongrois de Transyl-

vanie, révolutionnaires acharnés à cette époque, ennemis des Turcs et partisans enthousiastes de cette cause grecque, qu'Hypsilantis défendait en prenant, sans jeter un regard en arrière, le chemin sauveur de la frontière autrichienne.

Il ne faut pas croire cependant que ce chasseur infatigable était indifférent au mouvement d'idées qui se manifestait si énergiquement, qu'il était un farouche isolé au milieu des partis qui se formaient. Certains jugements lui échappent, entre deux exploits de chasseur, et ces jugements suffisent à nous renseigner sur son compte.

Nicolas Soutzo était un russophile, un des plus ardents parmi les adorateurs du Tsar, et il a fait quelque part sincèrement sa profession de foi sur ce point, en défendant la manière d'agir de la Russie, dont il ne nous appartient pas de sonder les motifs, en nous contentant de constater l'influence bienfaisante de sa politique. Pour le prince Jean Stourdza, il a les sentiments de mépris du lettré, du théoricien, de l'ennemi des Turcs et de leurs clients, peut-être la rancune du Phanariote évincé au profit du boyard indigène, de l'usurpateur moldave. Il ne se gêne pas de qua-

lifier ce premier règne roumain en Moldavie d'inepte et de prévaricateur.

Mais les opinions de Soutzo étaient chaque jour moins appréciées dans le pays et la décadence inévitable et bien-faisante du parti russophile continuait. Ce parti se divisait, se désagrégeait, se confondait lentement avec les autres.

L'ancien parti absolument rétrograde du métropolitain s'évanouit bientôt. Benjamin revint dans son pays et fit la paix avec le Voévode régnant. Son frère, Negel, et Bucshanesco le théoricien, le penseur du groupe, ne vécurent pas longtemps. Les autres membres de cette coterie se dispersèrent. Valait-il, en effet, la peine de rester encore russophile conservateur quand la puissance protectrice réservait son approbation aux boyards progressistes, aux oligarques éclairés et caressait l'idée d'un règlement organique, à bases libérales, pour les principautés?

Les conservateurs à programme conservèrent cependant leur organisation. Réfugiés en Bucovine et en Bessarabie, ils s'obstinèrent à boudier, à jouer le rôle ingrat et ruineux d'irréconciliables pendant cinq ans. Ils refusaient avec hauteur de reconnaître à leur ancien collègue Stourdza le caractère de prince:

c'était, pour eux comme pour les Russes, uniquement un boyard chargé illégalement du gouvernement du pays: «Monsieur Jean Stourdza, chef du gouvernement moldave». A chaque occasion, ces protestataires jetaient les hauts cris contre l'anarchie qui régnait dans leur «malheureuse» patrie, contre l'envahissement des fonctions par la cohue des petits boyards, *carbonari* dangereux et ennemis de l'influence russe; ils appelaient de leurs vœux la guerre, qui devait nécessairement amener le rétablissement de l'ordre, de la correction, du bon sens, sous l'égide de la Russie orthodoxe et civilisatrice.

Bientôt ce parti, qui comptait parmi ses membres des jeunes boyards parlant le français et capables de s'entendre avec les hommes d'État de l'empire voisin, eut son chef réel dans Michel Stourdza. Ce dernier était à cette époque une espèce de mystique de l'absolutisme, de romantique passionné pour les gouvernements forts, agissant sans contrôle, pour les divins principes de la Sainte Alliance, pour le *credo* de Metternich et pour l'État le mieux organisé du monde, pour cette personnification de la Raison politique, qui était la Russie. Car je continue à croire que la cynique carrière

de Michel Stourdza commença par des convictions sincères.

En 1826, la Porte signa avec la Russie la Convention d'Akkerman, qui établissait le règne septennaire des « hospodars », leur électivité par les boyards, le contrôle sur leur gouvernement partagé entre la Cour de Pétersbourg et le Sultan. Le Messie qu'attendaient les russophiles, le consul russe, revint en 1827 à Iassi et à Bucarest, amenant dans ses bagages les exilés volontaires de Czernowitz et de Bessarabie—parmi eux Soutzo. Et les consuls du Tsar furent tellement envahissants, cachèrent si peu leur force réelle et les intentions de la puissance qu'ils représentaient, abusèrent si scandaleusement de notre lamentable faiblesse, que les anciens courtisans du consulat russe devinrent peu à peu des patriotes, se prirent à rêver d'une vie libre sous la protection éloignée et vague des puissances européennes. Ce grand changement d'opinions s'était opéré déjà en grande partie avant la guerre de 1828 et le krach définitif de l'influence russe sur les esprits.

*

Jean Stourdza entra à Iassi le 9 octobre 1822 du nouveau style et les « li-

béraux », qui lui avaient donné le trône, le reçurent avec un projet de Constitution, qu'ils avaient rédigé dans sa forme dernière, le 25 septembre précédent. Ce précieux document d'histoire politique roumaine a été exhibé dernièrement par M. Xenopol, et nos journaux n'ont pas daigné lui accorder un seul instant leur attention.

Et cependant dans ce précieux document on retrouve avec surprise l'ébauche de presque tous les vœux politiques qui ont été exprimés par notre peuple durant le siècle qui va finir. Les *carbonari*, qui formèrent bientôt le conseil du prince, voulaient étendre à tous les habitants du pays la jouissance de certains droits naturels ; ils désiraient la liberté du commerce, une enquête agraire, la fixation par la loi des rapports entre propriétaires et paysans, la protection de l'État pour le développement des villes, la régularisation des impôts, une organisation judiciaire raisonnable. Quant à la constitution future du pays, ils étaient pour un prince électif, jouissant du pouvoir exécutif et aidé, dans ses attributions législatives, par une « assemblée nationale », composée du haut clergé, du personnel des hau-

tes Cours de justice et des délégués des districts. Cette assemblée se réservait le contrôle des deniers publics et la recommandation des fonctionnaires, choisis désormais uniquement d'après leur mérite.

Après l'avoir longuement examiné, le prince adhéra à ce projet de Constitution. En 1823, Michel Stourdza, un homme bien informé, le savait et provoquait une désapprobation catégorique de tout projet analogue de la part de ses patrons, les Russes. En 1824, comme il s'agissait de faire sortir des pays danubiens une partie des troupes d'occupation turques, la Porte demanda des garanties pour le maintien du bon ordre et Stourdza en profita pour envoyer le projet, modifié (il était question cette fois d'une armée nationale de 5.000 hommes, du prince héréditaire et l'Assemblée nationale prenait le nom de Sénat), à Constantinople. Les représentants moldaves devaient le soumettre à la Porte après un nouvel ordre. La Russie intervint alors, menaçante, et on en resta là.

Mais l'agitation reprit après la Convention d'Akkerman, et on possède les vœux des jeunes boyards oligarques manifestés en 1827. Ces vœux ressemblent

à ceux des «libéraux» en un seul point : la nécessité d'introduire un «règlement», une nouvelle loi constitutive, qui mettrait fin à l'arbitraire.

Mais quand ce règlement fut rédigé, sous l'action directe du représentant de la Russie, quand nous eûmes enfin un «règlement organique», il ne correspondait plus aux désirs des Roumains. Certains événements qui se passèrent dans nos pays et au-delà des frontières avaient élargi notre idéal. Il faut étudier ces événements.

IV

Il y a d'abord, pour expliquer le mécontentement des Roumains avec le règlement organique et les présents des «Danai» moscovites, la guerre de 1828, l'occupation qui l'accompagna et la suivit et les faits qui se passèrent dans cet intervalle.

En 1828, les Russes, ceux parmi eux qui revenaient comme officiers supérieurs après avoir combattu au début de leur carrière en 1806 — 1812, durent éprouver de l'étonnement en voyant la manière insolite dont ils étaient reçus. Il y eut bien, comme auparavant, l'ac-

cueil chaleureux des autorités, les cloches des églises qu'on mit en branle, le Te-Deum solennel, le discours des métropolitains remplaçant les princes, comme chefs de la population, mais la partie pensante de cette population, les boyards, n'était plus la même. Avant l'occupation de Bucarest par le général Geismar, on savait dans les consulats que les boyards préféraient une occupation turque, malgré les inévitables désagréments, et que le parti russe ne comptait plus que de rares intéressés ou des intelligences politiques restées en arrière. A Iassi, quand l'avant-coureur des Russes parut, dans la personne d'un ancien espion, le prince le reçut sur son trône et répondit à ses offres de lui donner une garde: «Dites-lui — Stourdza s'adressait à ses boyards — dites-lui de faire son devoir s'il agit par ordre, mais s'il veut me faire honneur, je l'en remercie, n'ayant pas besoin de la garde des Russes, *car il y a Dieu qui me garde!*»

Sensibles à l'antipathie évidente qu'ils inspiraient, ces préparateurs de l'annexion — les Russes surent se venger. Jamais un pays occupé ne fut maltraité d'une manière aussi inhumaine et cynique. Les réquisitions furent énormes et

impitoyables; les dilapidations, qui amenaient un surcroît des charges, décuplées parfois, se perpétrèrent sans honte aucune par une administration démoralisée; on vit des paysans traîner les chariots de provisions à la place des bêtes de somme, qu'on préférerait voler et vendre; nos boyards furent traités en serviteurs par les rudes généraux de l'empereur: un de ces apôtres involontaires du patriotisme roumain fit sauter du pied l'*ichlik* qu'un boyard tenait entre ses mains d'une manière qui fut jugée peu convenable.

Si l'administration du général Kisseleff, un homme très bien intentionné, très cultivé, un adepte des idées humanitaires du dix-huitième siècle, si cette administration fut bienfaisante et épargna le pays, elle ne ménagea pas non plus les susceptibilités naturelles des Roumains. Kisseleff fut un bon vice-roi pour les principautés, mais il ne se donna pas la peine de cacher sa toute-puissance. Sa «présidence» fut un règne, et on pouvait bien voir ce qui devait suivre, tôt ou tard, dans les intentions du Tzar. Au fond, le règlement organique, la nouvelle loi constitutive, élaborée par les commissions sous la di-

rection supérieure du général président, fut une loi *imposée*, qu'il fallut voter dans son ensemble, quitte à faire des protestations qui sauvaient les apparences.

En même temps, il était clair que le règlement, appliqué par des princes choisis sous la pression de la puissance protectrice, agissant sous le contrôle des consuls, devait seulement nous dégrossir, nous assimiler aux mœurs administratives de la Russie, nous rendre mûrs pour l'annexion, but dernier de tous ces soins hypocrites, de toutes les sollicitudes libérales, de tout ce zèle civilisateur, récompense suprême d'une activité philanthropique si longtemps «dés-intéressée».

Nous eûmes donc, à la place de l'administration phanariote, assez rudimentaire, bien que supérieure, sans contredit, à l'administration patriarcale des anciens princes indigènes, nous eûmes donc à sa place le mécanisme administratif compliqué, outillé d'abord pour l'empire de Napoléon Ier, adopté ensuite par tous les États civilisés de l'Europe. Des assemblées législatives, des ministères, des «départements», des tribunaux, des offices, des rapports, des

comptes rendus, des registres, bref, toute la paperasserie compliquée de la bureaucratie souveraine des États modernes.

Cela c'était très beau, et notre ami Soutzo, assesseur de collège, chef de département ensuite, sous le nouveau régime, a raison de s'extasier devant cette savante bâtisse constitutionnelle. Il est sans doute plus convenable qu'on perde son droit devant un tribunal régulier et selon toutes les formes de la justice; qu'on soit mal gouverné avec le concours d'une représentation nationale que par un despote incontrôlable. Sur ce point, il n'y pas de doute, et il faut admirer la manière très décente dont on sait pratiquer l'immoralité dans notre société irréprochable.

Mais il y avait des désavantages: d'abord, celui qu'on accordait à un pays très arriéré, en ce qui concerne surtout les masses, un régime représentatif, bien restreint, il est vrai, mais dont tout de même il ne savait que faire. Ensuite qu'on octroyait à un peuple simple, ignorant des formes et des abstractions, un régime formaliste et abstrait. Enfin, qu'on provoquait l'immoralité politique par l'introduction d'une Constitution inap-

pliquable, avec les mœurs du temps. Donc, en l'an 1832, commença dans les principautés le régime, indispensable, du mensonge, de l'hypocrisie, de la corruption.

Il y avait, après 1834—époque de la nomination des princes, — trois facteurs constitutionnels en Moldavie et en Valachie, la Turquie ne comptant presque pas. A savoir: le consul russe, le prince, l'assemblée législative.

Le vrai maître était le consul, mais, officiellement, il n'avait que le droit de faire des représentations. Ce qui ne l'empêchait pas de mener si loin l'immixtion qu'il désignait les fonctionnaires et les remplaçait, de pousser la brutalité jusqu'à demander au prince qu'il vînt lui porter des billets de théâtre ou à lui refuser la main, en pleine société, pour un fait-divers quelconque.

Le prince était réduit à un rôle de double fourberie. Il devait tromper son maître le consul et son instrument de gouvernement, l'assemblée, ou bien abdiquer le pouvoir entre les mains du premier. Le prince de Valachie, le faible et bon Alexandre Ghica, puis son successeur, Georges Bibesco, d'un caractère noble, orné de belles qualités, mais é-

garé par l'inconséquence et immobilisé par une timidité qu'il ne pouvait pas vaincre, se résignèrent à l'insignifiance du dernier rôle. Michel Stourdza, le prince moldave, voulut d'abord lutter, maintenir sa dignité de chef du gouvernement, faire du bien.

Il s'aperçut bientôt, plus intelligent que ses voisins, que c'était perdre son temps. Il n'abdiqua pas, cependant, mais se sépara résolument de tout idéal et de tout scrupule. Il mentit bravement, nargua le consul, quand il s'agissait de son intérêt, dompta l'assemblée, en corrompant les membres, et s'installa pour longtemps, certain de l'avenir.

Le romantique devint un réaliste brutal, l'obstiné un personnage éminemment élastique, le patriote un égoïste, un jouisseur, un thésauriseur. Plus il tombait bas, plus il devenait riche, et plus il s'en félicitait. Soatzo servit ce maître, et ce qu'il nous dit sur le caractère de Michel Stourdza n'est pas outré. C'est bien l'homme.

Et ce régime détruisit les caractères, dissipa les illusions, pulvérisa les partis. Un moment, sous l'occupation et au commencement des nouveaux règnes, la génération des patriotes de 1822 rêva de grandes choses.

Le succès des mouvements révolutionnaires européens de 1830, l'avènement, en France, d'un régime démocratique, le ravivement de la propagande française en Europe, les liaisons, chaque jour plus étroites, entre nos pays, dont l'exportation de blé était libre depuis le traité d'Andrinople, et l'Occident, tout cela contribua à allumer cette grande flambée d'enthousiasme dernier. Les Maurocordato de Moldavie, quelques boyards valaques — le parti conservateur, annexionniste et réformateur, avait partout sombré dans la haine contre les consuls souverains — confessaient au fidèle confident qui était le consul de France des projets stupéfiants.

Les hommes de 1848 ont eu des précurseurs, et c'est la génération qui les précéda qui la première demanda l'Union des principautés et le prince étranger. Ce dernier ne devait pas être Grec ni Russe, mais plutôt « un prince allemand ». On désirait cela en 1835.

Mais la crainte du consul russe, le spectacle décourageant de la résignation du prince firent abandonner aux Valaques leur idéal. Quant aux Moldaves, ils noyèrent le même idéal dans la mare stagnante de l'immoralité publique. Les

rêveurs et les patriotes s'endormirent dans les sinécures.

Ainsi finit, d'une manière indigne, une génération dont l'œuvre a été jusqu'ici méconnue. Il n'y avait plus en 1848, quand se manifesta une nouvelle génération, ni libéraux, ni conservateurs. Tout avait sombré dans l'opportunisme, dans le «gouvernementalisme» payé.

Avant d'étudier les *jeunes*, leur éducation, leur idéal, leur œuvre, leur fin, jetons un dernier coup d'œil sur ces combattants de la première heure, les libéraux de 1822, pour en fixer le type.

V

Les hommes qui eurent, pour la première fois dans ces pays, l'idée d'une Constitution en 1822, qui formèrent sous le règne des premiers princes indigènes les larges et patriotiques projets d'avenir dont j'ai précédemment entretenu les lecteurs de ces courtes esquisses politiques, n'étaient plus des jeunes gens au moment où ils se manifestèrent, où, sentant la différence qui existait entre leur manière de voir et celle de leurs pères, ils la dirent. Il en est des générations comme des unités humaines: d'un côté

et de l'autre, on en rencontre qui sont en retard, qui ne gagnent qu'à un certain âge tous les caractères particuliers qui doivent les distinguer.

L'éducation de ces régénérateurs de notre peuple—et ils le furent en effet—se fit dans une époque de troubles, de guerres, de dangers et de gloire, d'incertitude et d'espérance. Leurs prédécesseurs, nés dans la première moitié du dix-huitième siècle, se formèrent dans un milieu découragé, humilié, résigné, au lendemain des événements tragiques qui fermèrent l'époque des règnes nationaux: le supplice ignominieux de Brancovano à Constantinople, la fuite en Russie de Démètre Cantemir. Aussi, ayant reçu cette empreinte de déchéance dès le début, restèrent-ils les sujets timides, les ministres réservés et craintifs des premiers princes phanariotes: s'ils n'aimaient pas le régime que leur imposait une invincible fatalité, à peine osaient-ils saluer comme des sauveurs ces chevaliers du Christ qui s'approchaient de temps en temps des frontières moldaves, les bons soldats de la Russie orthodoxe. Si on voulait un représentant typique de ces boyards, ce serait le poète Vacaresco, le disciple d'Anacréon, l'Oriental

cérémonieux et sceptique, qui respecte le maître du moment et ne voit rien briller au loin de l'horizon politique, à travers le brouillard épais et malsain des intrigues de chaque jour et des mesquines combinaisons de l'intérêt personnel.

Mais les réformateurs eurent une autre jeunesse, une jeunesse mouvementée. Il paraissait que l'empire turc devait s'effondrer et que la croix grecque, plantée par les Russes, allait dominer de nouveau après des siècles la vieille ville chrétienne des empereurs byzantins. Ceux qui s'éveillaient à la vie politique pour voir passer les drapeaux victorieux de l'impératrice Catherine trouvèrent bien lourd le joug musulman, qui n'avait guère pesé pour leurs pères. Ils purent croire leur délivrance prochaine quand on parlait partout de l'œuvre libératrice qui sera accomplie à bref délai par le puissant empire des Césars moscovites. Il y eut un moment où tous les jeunes crurent à l'avènement de ce jour d'idylle sacrée quand, aux pieds de l'impératrice victoriense et bienfaisante, les races chrétiennes de l'Orient, affranchies d'une domination impie, vivront une vie digne de leur passé héroïque et lointain.

Cela dura jusqu'à la guerre de 1806, qui fut rude pour les Roumains, et qui finit par l'annexion de la Bessarabie. Il ne faut pas croire que les sentiments d'amour du pays étaient disparus à cette époque; ils ne disparurent vraiment jamais et à ce point surtout de notre histoire la douleur arracha à ces ancêtres des accents de plainte sincères et naïfs qu'on ne peut pas entendre sans en être profondément touché.

Alors, il y eut une scission parmi les membres d'une même génération: les russophiles quand même, d'un côté, les amis des Turcs, de l'autre, et ces derniers, les égalitaires, les constitutionnels, les libéraux finirent par vaincre. J'ai raconté précédemment la lutte, la victoire et la fin de ceux qui la remportèrent, dans la meilleure période de leur vie agitée et changeante.

Mais, dans un camp comme dans l'autre, on retrouve les mêmes caractères communs, qui se dessinent facilement.

Le boyard de 1822 ne menait pas l'existence oisive que se plaisent à décrire les auteurs de livres d'histoire, qui vivent, eux, dans l'époque la plus active de notre histoire. Il est des oisivetés

turbulentes, des paresseuses qui font du bruit : tel politicien de l'heure actuelle qui ne fait que de la politique, qui, tout à ses journaux, à ses discours, à ses intrigues et à ses ambitions, semble travailler beaucoup, quand il s'agit seulement, paraîtrait un inactif comparé à son ancêtre. Celui-ci ne désespérait pas, ne se sentait pas désormais sans but et sans orientation quand les vicissitudes de la fortune lui faisaient perdre la faveur du prince. Il était, avant tout, le chef de la maison, l'administrateur de ses biens. On se ruinait rarement dans ces temps reculés et barbares et on dépensait peu. Pas de fermier pour cultiver les terres, pas de gouvernante pour élever les enfants, pas de fêtes et de spectacles mondains pour distraire la femme : il y avait une famille alors, chez les sauvages à *ichlik*. Des sentiments, devenus bien rares depuis, étaient communs alors : le sentiment du respect pour le père, pour le mari, pour le maître et, de la part de ce dernier, le sentiment de la dignité personnelle. Le costume ne fait rien à la chose et il y a des choses qui prêtent plus à rire, pour qui voit bien, que le costume. Avec son couvre-chef démesuré, d'une pompe co-

mique, avec sa longue robe turque, avec sa jupe et ses babouches, ce boyard était un homme. On pouvait croire à sa parole, on pouvait suivre son conseil, et c'est beaucoup. Oh ! ils étaient très sérieux ces porteurs d'habits comiques, très sérieux mêmes'ils étaient méchants...

Sérieux, dignes—il y a certaines de leurs paroles, et j'en ai cité une, du prince Stourdza, qui ont une grandeur ancienne ou biblique, qui valent un discours de deux jours, émaillé de toutes les pailletteries, de toute la verroterie, de tout le clinquant du charlatanisme scientifique et poétique de nos temps—, dignes, laborieux, économes,—s'ils nous avaient transmis cet héritage d'or des peuples simples ! Et une qualité qu'il faut apprécier surtout c'est leur caractère pratique, dans le sens pur et grand du mot, *leur amour pour les choses, les réalités.*

Ce n'était pas, sans doute, des primitifs, des incultes. Beaucoup parmi eux avaient fait des études à l'étranger : un Georges Bogdan, par exemple, un Cananau et d'autres, sans doute. Ceux qui étaient restés dans le pays avaient suivi nécessairement les cours des maîtres d'école grecs, et cet enseignement néo-hel-

lénique—n'en déplaie aux rieurs—n'était pas, tout formaliste qu'il paraît, aussi désastreux pour l'intelligence, aussi inutile pour l'esprit qu'on s'imagine. Le latin des Jésuites n'était pas enseigné d'une manière plus large, et cependant les élèves des Jésuites, comme les élèves des *didaskales*, qui étaient les meilleurs de l'Orient, ont profité de cet enseignement classique, beaucoup plus sérieux dans ce genre que le pauvre vernis philologique d'aujourd'hui.

Mais à côté du *didaskale*, il y avait les maîtres de langues, qu'on s'honorait, dès le dix-huitième siècle, de loger chez soi. Étaient-ils nombreux et bien préparés pour leur mission? Ni l'un, ni l'autre. Ce qui n'empêche pas que des boyards qui avaient bien leurs quarante à cinquante ans en 1822 savaient le français, quelques-uns le russe et l'allemand. Bucshanesco lisait, pour lui et pour son parti, les gazettes de l'Europe, Golesco, Constantin Golesco, le voyageur, savait, je crois, l'allemand, et Wolf parle, au dix-huitième siècle, avec considération du savoir et de l'intelligence de certains boyards moldaves. J'ai dans ma bibliothèque un Suétone qui appartient en 1797

à un Palladi, qui y a consigné des livres latins à acheter.

Ils voyageaient aussi, plus qu'on ne croit. Dudesco fut jusqu'à Paris. Ils profitaient de leurs voyages et on ne peut pas lire les notes de Golesco sans être surpris de la clairvoyance patriotique de leur auteur. Ils traduisaient beaucoup, dans un roumain qui était bien du roumain et non cette langue roumaine bâtarde, inventée de nos jours pour traduire. Quand l'histoire littéraire de notre pays sera faite, on admirera l'œuvre civilisatrice de ces aïeux méprisés et ridiculisés par les beaux esprits et les cuistres en train de s'égayer !

Et cependant ils restaient les penseurs sincères, sérieux, préoccupés de réalités. Qu'on discute aujourd'hui n'importe quel point de réformes : on pensera à deux choses. D'abord si cela s'est fait ailleurs, ensuite si cela peut être déduit régulièrement d'un principe abstrait à la mode, d'un « mensonge conventionnel », d'un mot fétiche. Le suffrage universel ? Mais certainement, cela s'est fait en Allemagne, en France, cela découle nécessairement du principe de la souveraineté nationale. Ou bien : Jamais ! La Russie peut bien s'en passer et cela

porterait atteinte aux bases de l'équilibre social et politique. Ils auraient jugé autrement les révolutionnaires d'antan qui, ayant encore leur Dieu de par l'Évangile, ne s'étaient pas encore érigé des idoles de mots sonores et d'idées vagues et miroitantes. Ils auraient dit dans leur bon vieux langage sans artifice, en ruminant dans leurs caboches pratiques de manieurs de réalités: est-ce *possible* chez nous, ici, dans ce coin de terre et ensuite: est-ce *utile* ?

Tels furent les membres de cette génération.

Passons maintenant à leurs héritiers. Ici, ce sera d'abord le type que nous fixerons et nous raconterons ensuite l'histoire.

VI

Donc, pour revenir à notre récit, il n'y avait en 1848, autre point tournant de notre histoire politique au cours de ce siècle, ni libéraux, ni conservateurs parmi les vieux boyards. La peur, les appétits avaient tout nivelé; une fraternité admirable de timides, de désillusionnés, de rassasiés régnait parmi ceux qui s'étaient tant disputés autrefois pour un idéal oublié depuis, pour des sentiments

dont ils s'étaient dépouillés avec l'âge. Au lieu des combats pour les idées, il n'y avait plus que des compétitions pour la faveur du prince et celle, souveraine, du consul qui le dominait.

Mais avec l'abdication des vieillards, la vie politique ne s'était pas éteinte dans le pays. Soutzo constatait avec une espèce d'appréhension que certaines «jeunes têtes» ne se résignaient pas à mener dès le début l'étroite et terne existence sans horizon, avec laquelle leurs pères finissaient. Entre cette nouvelle génération, tapageuse et impatiente, et celle qu'elle devait remplacer, il y avait une différence plus grande que celle qui sépare ordinairement, même chez les peuples pressés de s'assimiler une civilisation supérieure, deux générations successives

Ces caractères distinctifs étaient frappants. Le jeune homme à longs cheveux romantiques, à cravate voyante, à gilet de couleurs criantes, vêtu d'après la dernière mode parisienne, était un objet de surprise et d'effroi pour son progéniteur à caftan. Affublé, par l'indignation de ce dernier, du dédaigneux sobriquet de «porteur de pantalon», il répondait en plaisantant sur le compte de

l'ichlik paternel. Ce beau parleur, ce francisé, qui préférait à sa propre langue celle de ses maîtres de l'Occident, ce querelleur qui ne rêvait que de croiser l'épée pour une intrigue ou pour une discussion trop vive, ce forger de nouvelles sociétés plus libres, plus belles, plus justes, ce rêveur, cet enthousiaste et cet ambitieux narguait tout ce qui était sacré pour les boyards âgés. Il contestait carrément l'utilité des évolutions lentes, il s'arrangeait très bien d'un ciel sans Dieu et, en fait de gouvernement, il croyait qu'on pouvait bien s'en passer, ou presque.

Mais je m'aperçois que je suis sur le point de commettre, à mon tour, une erreur que je voulais reprocher à d'autres, à tous mes prédécesseurs : à savoir, celle de confondre ensemble les jeunes de l'année 1848, d'en faire un type unique. Et cela n'a pas été, sauf pour l'habit nouveau, pour l'uniforme progressiste et scandaleux. Si les vieillards de ressemblaient, maintenant, de tous points, il faut partager en trois groupes distincts leurs successeurs et adversaires. Il y eut trois bans de révolutionnaires, dont l'âge, l'éducation, la

méthode, les buts n'étaient pas les mêmes.

Les voici, ces groupes :

Il y avait d'abord les hommes d'un âge plus mûr, qui connaissaient les circonstances dans lesquelles vivaient les deux principautés, qui ne se cachaient ni leur faiblesse, ni leur manque de préparation, ni le défaut, presque complet en Valachie, absolument complet en Moldavie, d'un tiers État riche, éclairé et patriotique. Où la révolution pouvait elle trouver un appui contre ses nombreux ennemis du dehors, contre les soupçonneux gendarmes qui veillaient à toutes les frontières des principautés ? Faire un *pronunciamiento*, comme celui des Espagnols, des Italiens en 1820 et 1821 ? Mais l'armée, formée par les Russes, instruite par les Russes, commandée par des Russes authentiques ou d'anciens officiers impériaux de nationalité roumaine — Odobesco et Solomon, en Valachie, — cette armée avait des sympathies pour les Russes. Soulever la bourgeoisie ? C'était en Moldavie la bourgeoisie des juifs, des sujets autrichiens ; les quelques Roumains qui se trouvaient dans cette classe n'avaient aucune aspiration, n'ayant reçu aucune

éducation sérieuse. En Valachie, il y avait bien certains chefs de corporations qu'on pouvait employer, mais c'étaient des hommes simples, d'une fortune médiocre, peu éclairés et peu habitués aux abstractions politiques: cette bourgeoisie orientale ne se sentait guère le goût et la force d'inaugurer à son profit un régime libéral.

Mettre le feu au pays, en lançant le paysan, pauvre, inculte, mécontent celui-là jusqu'au fond de son âme obscure, contre ses oppresseurs selon la loi? On aurait eu alors une armée, une armée de fanatiques, qui se seraient laissés tuer jusqu'aux enfants pour «la sainte justice». Mais ç'aurait été une résolution héroïque, désespérée et *inutile*; et elle devait être écartée.

Ces hommes mûrs savaient donc bien qu'un mouvement violent ne pouvait aboutir à rien, que, serrés entre la tutelle russe et l'inertie turque, les révolutionnaires auraient vu bientôt leur règne fini, le règne de l'égalité, de la liberté, de la fraternité, qu'ils apportaient dans leurs poches en revenant de Paris.

Et cependant ils ne voulaient pas accepter l'état de choses existant sous les princes «réglementaires». Ils étaient, eux

aussi, pour une protestation, mais cette protestation ne devait pas être une révolte. Leur idée était de faire, à l'occasion des événements de 1848 en Europe, une déclaration solennelle de conscience nationale, de sympathie pour le vrai libéralisme, de raviver par cette déclaration les sentiments incertains et troubles des classes aisées et de nous signaler en même temps, par cette profession de foi, à l'attention des romantiques qui conduisaient l'Europe occidentale à ce moment.

Ce parti était dirigé, en Valachie, par un personnage multiple et désordonné, d'une activité aussi grande que mal conduite, d'une intelligence réelle, mais peu conséquente avec elle-même, d'un patriotisme sincère et profond et d'un égoïsme maladif, d'une vanité puérile qui allaient jusqu'à la folie: ce personnage fut Heliade Rădulesco.

Il fut le premier apôtre de Lazar, ce pauvre maître de Transylvanie, modeste et grand, qui vint, se fondant sur cette nouvelle civilisation roumaine esquissée là-bas, pour nous rappeler notre origine et nous enseigner notre devoir. Et il se ressentait de cette première éducation, complétée plus tard au gré des hasards

d'une lecture zélée : il fut toujours plus patriote que libéral. On pourrait dire qu'il représenta en 1848, son ambition le menant toujours plus loin que ses projets, le type passablement comique du révolutionnaire malgré lui.

Le groupe d'Héliade était formé uniquement de quelques officiers, de quelques marchands et chefs de corporations, de quelques professeurs qu'il avait formés.

En Moldavie, où l'influence de l'école d'outre-monts ne se propagea que bien tard, par Héliade ou par les journaux transylvains, ce type n'était presque pas représenté. Assaki, l'éducateur du pays, n'avait pas d'ambition politique et entretenait des sentiments de respect exagéré pour la police de Michel Stourdza et pour les caissiers de l'État. Les modérés furent dans ce pays des ralliés, des vieux boyards patriotes, comme Constantin Stourdza, qui ouvrit ses salons aux partisans des réformes (il ne voulait savoir que cela); tel Soutzo lui-même, qui rompit avec la cour et provoqua son exil en signant sous la pétition des réformistes, de ceux qui voulaient que le Règlement fût appliqué sincèrement.

Étaient-ce des conservateurs ? Certes, mais des conservateurs désintéressés et patriotes. Y en avait-il d'autres, demandera-t-on ?

On pourrait dire, puisqu'on l'a dit : « Sans doute, il y avait les privilégiés, les russophiles, que dénonçait déjà Heiliade dans ses œuvres d'exil ». Et on citera des noms : Bibesco et ses créatures, Michel Stourdza et les siennes, le caïmacam valaque C. Cantacuzène, des Filipesco, des Mano, des Linche. Ils se tinrent d'abord à l'écart, désapprouvant le mouvement par leur silence, ils protestèrent ensuite, puis ils appelèrent les Russes et se mirent à leur service.

Ces gens-là seraient les créateurs du parti conservateur ; leurs adversaires auraient fondé le libéralisme roumain. Ces deux directions politiques se seraient manifestées pour la seconde fois en 1848, pour se perpétuer sans interruption jusqu'à nos jours.

Je suis convaincu que cette interprétation des événements, ce jugement sur les personnalités dirigeantes sont faux.

Et je tâcherai de convertir à mon opinion ceux qui ne la partagent pas, c'est-à-dire tout le monde, ou peu s'en faut.

VII

Il y eut une opposition valaque pendant les quelques trois mois du régime révolutionnaire en 1848. Mais ce n'était pas l'opposition d'un parti.

Un parti politique ne peut avoir sa raison d'être que dans les intérêts permanents d'une classe sociale, d'une catégorie économique, ou dans un puissant courant d'idées qui, par sa force extraordinaire, brise les cadres des classes et en confond les éléments. Ainsi, les libéraux français sous la Restauration représentaient les intérêts essentiels et durables de la classe bourgeoise contre les tendances aristocratiques, contre l'intention de ressusciter l'ancien régime qu'avaient les émigrés revenus dans leur patrie, les vaincus de la Révolution groupés autour du drapeau blanc de la royauté restaurée. Les agraires allemands représentent les intérêts naturels et bien définis de la catégorie économique des cultivateurs de la terre, des paysans aristocratiques et des paysans plébéiens, des laboureurs pauvres et des laboureurs riches, contre les intérêts divergents et tout aussi sérieux des habitants des villes : patrons et ouvriers. En Amérique,

la question de l'esclavage créa une puissante agitation d'idées et, sans tenir compte de leur origine, les citoyens des Etats-Unis se groupèrent, d'après leurs sentiments envers cette question, en nouveaux partis.

En 1848, il n'y avait aucun de ces motifs—les seuls qu'on puisse imaginer pour la création d'un parti digne de ce nom—et le parti conservateur roumain ne pouvait donc pas être établi en Valachie et à cette date.

Car, en fait de classes révolutionnaires ou contre-révolutionnaires, tous les penseurs, toutes les autorités et les influences, tous les facteurs réels de la vie politique appartenaient, en Moldavie et en Valachie, à la classe des boïars. Il ne faut pas se faire des illusions sur ce point et il ne faut pas se laisser tromper par la rhétorique contemporaine ou subséquente. Autour du drapeau officiel de la principauté et autour du nouveau drapeau tricolore, il n'y avait — sauf de très rares exceptions — que des chefs et des lieutenants appartenant à la noblesse, à la grande ou à la petite noblesse. Quant aux combattants, aux soldats de la rue ou aux soldats du camp de Magheru, il est certain qu'ils ne

se rendaient pas compte de ce qu'ils venaient faire. Il se passa alors ce qui se passe ordinairement dans les agglomérations humaines : on vient pour voir et on finit par prendre part au conflit. Tout agitateur de profession, tout tribun de la borne et du carrefour sait que l'essentiel est toujours d'avoir du monde : la police aidant, on trouve toujours des lutteurs improvisés et des partisans malgré eux.

Quant aux idées, si les jeunes en avaient — bien confuses, il est vrai, et bien peu homogènes — la génération antérieure ne croyait plus qu'aux biens de ce monde et aux délices qu'on trouve à les savourer. Ils n'étaient plus en état, ces vieillards, de se passionner pour un crédo rétrograde, de s'ériger en champions de la tradition historique. Tels qu'ils étaient en 1848, ils ne pouvaient plus faire une opposition d'idées. C'aurait été de leur part renoncer à la béatitude des digestions calmes et à heure fixe.

N'étant pas donc l'opposition conséquente d'un parti basé sur l'intérêt de classe ou la sympathie pour certaines idées, l'opposition contre les révolutionnaires valaques ne pouvait pas donner naissance à un parti conservateur.

Il y eut tout simplement, contre le mouvement des jeunes, une coalition d'intérêts.

Et ces intérêts ne se coalisèrent pas dès le commencement des troubles. Autrement, les agitateurs, qui ne disposaient d'aucune force réelle, ces imitateurs chaleureux et naïfs des révolutionnaires de l'Occident, n'auraient pu rien faire. Ils arrivèrent à dominer grâce au désarroi de la première heure et ils eurent la maladresse de se créer eux-mêmes les ennemis les plus redoutables.

Les hommes du nouveau régime à la mode française eurent d'abord contre eux le prince, la cour, l'administration, l'armée, le monde officiel. C'étaient les intérêts que la révolution devait atteindre et léser dès le début. Il ne peut pas y avoir une opposition plus naturelle et plus légitime.

Un des deux princes était, sans doute, animé de sentiments patriotiques : Bibesco. Mais on ne pouvait pas lui demander, ainsi qu'on l'a fait, — sans malice, du reste, — on ne pouvait pas lui demander de mettre au service des « patriotes » ses moyens d'action et de passer du rôle de chef légitime de l'État à celui de tribun populaire, d'acolyte de ses

sujets révoltés contre un régime qu'il personnifiait. Il y a des sacrifices qu'il est injuste de demander à quelqu'un et ce n'est pas un souverain déchu qui proclamera la république.

Ce groupe d'opposants n'était pas trop dangereux. On en ajouta un autre.

Les paysans étaient mécontents et ils avaient raison de l'être. Comme il arrive ordinairement chez les peuples qui mènent une vie patriarcale, les réformes compliquées ne profitaient pas au pays. De bonnes intentions prenaient corps dans des lois mal bâties, et ces lois étaient appliquées précisément par ceux qui avaient tout intérêt à en fausser l'esprit.

Les jeunes voulurent rendre justice aux paysans, leur donner un champ, un avoir. Certains d'entre eux préconisaient la solution immédiate et violente par voie de proclamation. D'autres étaient pour des moyens moins radicaux. Une commission de trente-quatre membres, un boïar et un paysan par district, la «commission de la propriété», ouvrit ses séances. Des séances très mouvementées et intéressantes, qui n'aboutirent à rien, qui ne pouvaient aboutir à rien.

Elles ne furent cependant pas inutiles,

mais pas pour la révolution : pour ses adversaires. Donner aux paysans un rôle légal dans l'État — il aurait fallu pour cela un siècle (nous n'y sommes pas encore arrivés, pour bien des motifs). Quelques jours suffirent, quelques bons discours de doux rêveurs, ignorants des réalités, pour éveiller toutes les appréhensions, pour allumer toutes les haines injustes, pour soulever tous les intérêts. Le « club des propriétaires » s'était manifesté dès le mois de juin ; cette fraction de la classe dominante, les propriétaires, qui ne pensaient pas à autre chose qu'à leur propriété et à leurs revenus, levèrent la tête.

Y aurait-il eu, sans l'invasion turque et l'intervention de notre bienfaiteur et patron le Czar orthodoxe, y aurait-il eu une guerre ouverte entre cette opposition et « le gouvernement de la nation » ? Non, sans doute. Les oppositions qui ont cette origine, la ligue des ventripotents, ne combattent jamais ; elles protestent et intriguent. Quelquefois c'est le chemin de la victoire.

Et alors, dira-t-on, l'origine des conservateurs ? Mais on peut bien la chercher en 1848, mais il faut laisser de côté les illusions consacrées par les li-

vres d'écoles et la presse de parti. Nos conservateurs d'aujourd'hui — le noyau honnête et conscient du parti et non la nébuleuse composée des chasseurs de gloire et des chasseurs d'argent — ces conservateurs doivent reconnaître une paternité... révolutionnaire. Leurs ancêtres moldaves furent ces boïars, sympathiques aux jeunes, qui leur ouvrirent leurs salons et leur donnèrent leur appui, pour demander l'observation du règlement organique. Leur ancêtre valaque serait Héliade, le défenseur des intérêts légitimes, le préconisateur des moyens convenables, le partisan de l'évolution lente et l'adversaire perpétuel des phrases ampoulées.. qui n'étaient pas les siennes.

Il convient de parler maintenant des ancêtres, indiscutables, du libéralisme actuel.

VIII

Si Héliade fut pour le parti conservateur valaque un précurseur, celui qui en représenta pour la première fois les sentiments, les tendances, la méthode et l'idéal, il ne forma pas lui-même et ne conduisit jamais le parti politique qui

dérive de sa manière d'agir en 1848. Durant son exil et après, son intelligence acheva de se désorganiser, il s'égarait dans le mysticisme, rédigea des épîtres de Messie incompris, publia des ouvrages chaotiques, désordonnés, informes, dans lesquels il croyait poser les bases d'une nouvelle vie pour son peuple. Fait pour la vie paisible du littérateur et de l'érudit, il ne résista pas au choc des événements tragiques de 1848. Après son retour en Valachie, il ne pouvait plus jouer de rôle politique: ce rôle, il l'avait entièrement rempli dans le passé. Il ne fut qu'un ambitieux invalide, en quête de situations et de récompenses.

Quant aux boyards progressistes, aux conservateurs moldaves de cette même année 1848, ils étaient trop âgés lors de l'échauffourée réprimée, sinon organisée, par Michel Stourdza pour pouvoir reprendre, dans de nouvelles conditions, leur ancien rôle de modérateurs.

Au contraire, les fondateurs du libéralisme roumain, qui étaient lors de la révolution des jeunes hommes, eurent le bonheur de pouvoir continuer leur œuvre plus tard, de combattre avec de nouvelles forces sous l'ancien

drapeau des vaincus, de le voir planté au sommet de l'Etat, qu'ils conduisirent et dirigèrent jusqu'à la fin de leurs jours. Une heureuse génération, s'il en fut, celle des hommes de «quarante-huit», qui eurent, jeunes, tous les rêves qui devaient se réaliser ensuite et qui assistèrent, hommes mûrs et vieillards, à la réalisation de tous leurs rêves de jeunesse! Une vaillante génération, celle des combattants qui ne se découragèrent jamais et qui virent le succès final de leurs hardis efforts! Une sainte et pure génération, celle des rêveurs à toute épreuve, des idéalistes quand même, phraseurs, bavards, légers, inconséquents, qui ne comprirent jamais la réalité des choses et que la vie ne souilla jamais, les vieillards tout jeunes et éternellement naïfs qui s'ensevelirent dans le blanc linceul de leur passé sans tache!

Parmi ces jeunes hommes, il y avait deux catégories bien distinctes, qui ne se distinguaient cependant pas suffisamment pour former deux partis différents. Avant de les séparer, il faut insister sur un fait très important, qui a échappé jusqu'ici à l'extraordinaire perspicacité des journalistes roumains,

mes confrères. C'est qu'il n'y avait pas de jeunes hommes en 1848 qui partageassent des idées conservatrices. Les forces du parti modérateur se recrutèrent plus tard, sous le régime de la nouvelle convention de Balta-Liman, c'est-à-dire de 1849 à 1856; mais, lors des troubles, il n'y avait pas de «conservateur» qui n'eût dépassé l'âge de trente ans au moins. La nouvelle génération était réformatrice à l'unanimité.

Elle avait reçu une éducation française, cette jeune noblesse, cette boyarie débutante. Cette éducation française, on pouvait la recevoir dans le pays aussi bien qu'à sa source. Après les instituteurs français arrivèrent, pour accroître, étendre, généraliser l'influence de leur nation, les fondateurs et directeurs de pensionnats. Ainsi, Lomé, Cuënim, Lincourt et ses associés, à Iassi Vaillant, personnage entreprenant et actif, écrivain facile et fécond, qui dirigea pendant quelque temps le lycée de Saint-Sabbas, après y avoir fait la «classe de langue française», — à Bucarest. Presque tous ces modestes représentants intellectuels de la France en Orient inculquaient, en même temps que les

principes de la langue, ceux, d'un tout autre ordre, de la liberté politique et de la dignité nationale. En apprenant le français sous de pareils maîtres, on apprenait toujours, à l'insu des parents quelquefois, d'autres choses aussi.

Il y eut parmi les élèves des pensionnats français certains qui ne passèrent jamais la frontière pour terminer les études ébauchées dans les principautés. N'ayant pas vu Paris, n'ayant pas suivi les cours pratiques d'agitation que faisaient dans cette ville les adversaires de la restauration ou de la royauté, ils furent des partisans des réformes, mais des partisans plus patients et assez modérés. Ceux mêmes que leurs parents envoyèrent à Paris avant 1848 n'en rapportèrent pas le besoin d'un changement rapide et radical dans les conditions politiques et sociales des principautés. Il faut dire aussi que le consulat russe voyait avec défiance les familles qui faisaient étudier leurs enfants en France, sous un régime qui tenait le pouvoir des masses populaires révoltées en 1830 contre la royauté légitime. Des avertissements furent donnés et quelques Roumains durent quitter Paris, dangereux pour leurs idées politiques,

pour poursuivre leurs études universitaires dans un pays que les Russes jugeaient plus convenable pour l'éducation de leurs protégés, en Allemagne.

Mais de nombreux Roumains, surtout de Valachie, se trouvaient dans la capitale de la France en 1848 même, tels les frères Bratiano, C. A. Rosetti; leur aîné, Balcesco, était parti de Paris à la veille des journées de février. Ceux-là avaient assisté à une révolution, ils avaient vu démolir un régime, ils avaient entendu non plus les prêches refroidis par l'âge d'un ancien niveleur de 1789, d'un vieux soldat de la grande Révolution ou de l'empereur, mais les paroles brûlantes, les discours incendiaires des meneurs populaires, des porteurs du drapeau rouge, des harangueurs échevelés électrisant les éléments populaires au milieu du combat, entre les balles, sur les barricades. Et ils avaient vu la victoire finale, nécessaire, de la justice, de la liberté, de la république. L'imagination en feu, marqués pour la vie par le grand spectacle auquel ils assistèrent ainsi à cette période de la jeunesse où on entend les voix et on reçoit les empreintes indélébiles des influences et des événements, ils vinrent prêcher l'Evangile

de la rue, de la barricade, des proclamations nationales, des drapeaux couleur de sang et couleur d'aurore. Cette fraction des «hommes de 1848» furent les radicaux, les intransigeants, les «fous». Il fallait avoir cela aussi et l'expérience de la vie est si décourageante qu'il faut commencer peut-être comme «fou» pour garder jusqu'à la fin une âme de croyant, d'apôtre et d'idéaliste. Les modérés, s'ils n'ont pas un caractère d'une trempe supérieure ou une intelligence lumineuse qui leur éclaire le chemin, finissent par sombrer dans l'opportunisme et «l'assimilation» à tant par mois.

On connaît maintenant les forces, les facteurs de la révolution. En face des vieillards satisfaits et engourdis, les élèves de Lazar et quelques survivants de l'idéalisme de la même génération forment un noyau de parti conservateur. Ils collaborent dans l'œuvre de réforme avec les jeunes, les jeunes qui ont terminé leurs études: Jean Ghica, les frères Golesco, les jeunes arrachés à ces études par la révolution française: Rossetti, les frères Bratiano, en Valachie. Ces jeunes se partagent en libéraux plus pratiques et modérés et en radicaux. Cette dernière catégorie politique est

inconnue en Moldavie, où Kogalniceano, le chef des jeunes, exilé à Czernovitz, a déjà trente et un ans et où le prince régnant a mis depuis longtemps des entraves à l'exode vers Paris.

L'absence de Kogalniceano, les talents de policier de Michel Stourdza, le manque des éléments jeunes, enthousiastes et disposés aux derniers sacrifices font échouer le mouvement révolutionnaire en Moldavie. Stourdza garde son trône, exile, persécute, rétablit l'ordre, qu'il contribua peut-être, en rusé personnage qu'il était, à troubler.

En Valachie, Bibesco cède, s'enfuit. Aucun parti de résistance ne remplace le gouvernement, évanoui dès la première heure. La coalition des partisans des réformes se saisit du pouvoir. Il y a trois groupes, parmi les nouveaux maîtres du pays. Les conservateurs haïssent les deux autres groupes, qui ne s'entendent que difficilement entre eux. On se querelle, on doute de soi et des autres. Cela dans l'intimité: au dehors, drapeaux, discours, commissions, tapage. Les Turcs, qui n'y entendent rien, malgré les diplomates du gouvernement nouveau, balayent tout cela, brutalement. Ils s'oublient jusqu'à massacrer, et les Russes passent la frontière.

La fin de tout cela ne fut pas glorieuse. Une révolution doit aboutir, si elle est vaincue, à de grands sacrifices et laisser de grands souvenirs tragiques après. Or, les chefs se laissèrent prendre ou s'enfuirent. Il y avait une armée: elle fut licenciée sans combattre. Les pompiers du Dealul Spirei moururent bravement, mais seulement pour se défendre. Peut-être était-ce plus prudent; cela fut, sans doute, plus vulgaire.

Et cependant, la révolution profita à notre peuple; elle aida le long procès lent qui se poursuivait à travers les générations. *Elle créa un parti d'exilés*, dans la proximité immédiate de la diplomatie européenne. Ensuite, elle révéla à l'Europe, qui nous avait oubliés, l'existence d'un peuple qui ne voulait pas mourir.

IX

Il y aurait un beau livre à écrire sur l'*émigration roumaine*, sur le travail, l'œuvre et le mérite des proscrits. Ce serait une des plus intéressantes contributions à l'histoire de la Roumanie contemporaine et une des pages les plus glorieuses du libéralisme roumain.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas toujours bien représentés à l'étranger : l'émigration périodique ou perpétuelle de nos « aristocrates » et de nos enrichis, le stage obligatoire de notre jeunesse, de la jeunesse des classes aisées ne fournissent pas toujours des exemplaires absolument recommandables de notre nation. On est sévère avec nous, sans tenir compte d'une minorité, d'une très faible minorité de travailleurs sérieux, et ce jugement sévère est malheureusement justifié.

Sous le règne de Napoléon III, au contraire, le nom de « Moldovalaque », que nos émigrés portaient avec orgueil, le nom nouveau de « Roumains » de la « Roumanie » idéale, bâtie dans les régions du rêve avec le pur albâtre de l'espérance, ce nom était très respecté, tout en étant très connu. Propagandistes par devoir, missionnaires ardents de leur foi nationale, ces prédécesseurs, dans les grands centres européens, de nos étudiants tapageurs et des chercheurs de jouissances plus raffinées d'aujourd'hui remplirent d'une manière admirable la tâche qui leur revenait.

Il y avait, parmi ces apôtres sans ambition et sans intérêts, les épaves de

la révolution naufragée. Quelques-uns, des coupables, qui portaient, loin de leur patrie, la peine méritée de leur faiblesse, de leur incapacité politique; d'autres, qui partageaient le châtement — et ils souffraient douloureusement de leur éloignement, ces bons patriotes de jadis, — sans avoir commis eux-mêmes des fautes. Ceux qui reconnaissaient leurs erreurs et les autres surent, par la grandeur et la noblesse de leur activité, racheter ce qu'il y avait de blâmable dans leur passé récent. Sans se réconcilier souvent, ils combattirent tout de même, à travers leurs ressentiments personnels, pour le but commun: la fondation de la Roumanie comme Etat libre, organisé sur des bases libérales. Ils combattirent pour ce but neuf ans.

Des brochures furent écrites, des journaux furent gagnés; la parole sincère et vibrante des exilés créa dans le monde officiel de cette époque un courant de sympathie pour le peuple dont les vrais représentants montraient toujours un si opiniâtre désir de trasplanter chez eux la civilisation occidentale. Quand l'heure vint, les intérêts politiques eurent leur part dans l'appui qui fut donné par certains des Etats de l'Europe aux re-

vendications roumaines, mais il est certain qu'en dehors de ces intérêts l'opinion publique détermina la diplomatie à agir en notre faveur.

Ceux qui influencèrent cette opinion publique furent les exilés. Et autour d'eux se groupait toujours l'émigration des étudiants, la jeunesse patriotique et confiante qui se dirigeait encore vers Paris comme vers la source de toute science, de toute civilisation, de toute justice pour les peuples opprimés. Une ligue naturelle se forma entre les nouvelles recrues et les anciens combattants pour «les droits de la nation»; leurs rangs se mêlèrent, ils partagèrent les fatigues et les émotions du combat et, plus tard, après leur retour, en 1858, la joie de la victoire, si longtemps disputée.

Quand les Russes furent vaincus par la coalition des pays civilisés de l'Occident, quand la paix fut conclue, la protection russe jetée par terre et que les exilés purent revenir, ce fut une rentrée triomphale des vaincus de 1848, des libéraux révolutionnaires. Les modérés s'étaient convertis, ou avaient disparu plutôt de la scène. Phalange compacte, les jeunes de la grande année du réveil

s'en retournaient, n'ayant, eux aussi, rien appris et rien oublié. Les mêmes rêveurs, les mêmes poètes de la politique, les mêmes croyants de la fraternité universelle des peuples, délivrés de leurs liens, civilisés, apaisés, assimilés par une même organisation politique et sociale et par une même éducation. Les triomphes qu'ils avaient remportés et les succès qu'ils prévoyaient pour l'avenir contribuèrent à les raffermir dans la certitude qu'ils avaient bien agi, qu'ils pensaient juste et que le meilleur avenir pour leur peuple serait de devenir, sur les bases nationales de l'union, une image en petit de la France libérale.

*

Pendant que l'émigration rendait le nom de notre peuple populaire et sympathique à l'étranger, une nouvelle ère s'ouvrait dans la vie intérieure des deux principautés. Nos maîtres fictifs de Constantinople, nos bons protecteurs de Pétersbourg, après avoir étouffé le mouvement révolutionnaire, s'étaient préoccupés de guérir les profondes blessures faites aux Moldaves et aux Valaques par les utopistes et les prêcheurs de l'anarchie nationale et libérale. La convention de Balta-Liman fut conclue; une bonne cor-

rection paternelle nous fut infligée pour notre bien ; des princes pour sept ans, après les princes à vie, plus de représentation nationale, mais des conseils consultatifs nommés par le prince parmi les premiers boyards et les membres du haut clergé, une forte occupation militaire et deux commissaires extraordinaires pour chaque principauté. C'était plus qu'il ne fallait pour faire haïr, même par les plus modérés des hommes politiques des deux pays, un régime si charitable.

Sous ce régime, dans ces durs temps d'épreuve, Grégoire Ghica régna en Moldavie et Barbo Stirbey en Valachie. Tous les deux faisaient partie de la nouvelle génération et ils partageaient les aspirations nationales des exilés. Ils eurent des règnes qui marquent dans le développement de la civilisation roumaine. Il est injuste de leur contester—à l'un d'eux ou à tous les deux—une activité administrative digne d'éloges et le mérite d'avoir réalisé des réformes importantes, voire même essentielles. Le temps est certainement venu d'être juste pour cette époque, dont le jugement appartient désormais à l'histoire. Ces morts ont déjà assez attendu.

Mais je me demande, sans songer à les blâmer, si le devoir de Stirbey et de Ghica était seulement celui de bien administrer, de mener plus loin, avec sincérité et dévouement, l'œuvre de progrès. Certainement non. Sous l'œil soupçonneux de leurs contrôleurs russes et turcs, ils devaient préparer, avec sagesse et courage, l'heure de la délivrance, pour laquelle seule vivaient leurs sujets. Il fallait organiser une armée vraiment nationale, mettre à sa tête des hommes sûrs, inaccessibles à l'influence russe ; il fallait répandre un enseignement dont le but principal fût le réveil du sentiment patriotique ; il était nécessaire d'évoquer à chaque occasion le grand passé héroïque et indiquer ainsi aux Roumains leur avenir.

Et, surtout, il ne fallait pas faire les honneurs aux Russes quand une nouvelle guerre nous les ramena, il ne fallait pas regarder au delà des frontières, chercher à Vienne des conseils et un refuge. Encore une fois, il nous fallait des héros et nous eûmes seulement de bonnes gens timides, ornés des meilleures qualités et des intentions les plus pures.

Dans leur œuvre d'administration et de réformes, les deux princes, les deux

« hauts fonctionnaires » — dit la convention — furent servis par des employés zélés, par des agents fidèles. La vie politique s'était arrêtée en Moldavie et en Valachie : il n'y avait que d'excellents chefs de bureau entourant des princes qui étaient les intendants des deux puissances. Ces chefs de bureau—Soutzo en fut—furent plus tard de précieux outils pour la Roumanie nouvelle, mais la politique en grand n'était pas leur métier.

Tout à coup, cette nouvelle classe se trouva, en 1854, devant les anciens révolutionnaires, ramenés par l'Europe victorieuse contre la Russie. Comment ces deux classes dirigeantes se comportèrent-elles, l'une envers l'autre, durant les grands événements qui suivirent ?

X

On a fêté il y a peu de temps le quarantième anniversaire de l'Union des principautés. Des drapeaux ont été exhibés, les portes des administrations et des autres boutiques fermées d'après la loi, les rédacteurs des journaux ont enfourché le coursier qui les élève, aux occasions solennelles, bien au-dessus du commun des mortels.

Tout cela a été très bien, notre peuple ayant le talent des grandes festivités à oisiveté légale. Mais l'anniversaire de l'union des principautés mérite certainement mieux que ce chômage annuel aux drapeaux tricolores. Car après quarante et un ans passés, après un demi-siècle presque, il n'y a pas un seul ouvrage, fût-il médiocre, qui retraçât aux nouvelles générations l'histoire des événements par lesquels s'accomplît le plus grand acte de notre vie nationale, celui qui posa la pierre éternelle de notre avenir.

Un homme politique qui ne dédaigne pas de consacrer une partie de son temps aux ouvrages d'érudition—la plupart de mes lecteurs hésiteront à le nommer—a bien rassemblé de nombreux matériaux pour servir à l'histoire de l'Union. Mais la lecture de ces énormes volumes ne satisfait pas complètement la curiosité de l'historien. Ce sont des matériaux officiels ou des pièces destinées au public: des comptes rendus de séance, des brochures, des articles de journaux. Mais, pour prononcer des jugements certains, pour avoir la conviction qu'on possède la vérité sur ce temps, il faudrait posséder des matériaux plus intimes, plus

sincères, plus vivants: je voudrais des lettres privées, des mémoires. Des mémoires comme ceux qu'a laissés Soutzo ou même des mémoires où la vie de leur auteur se réfléchît d'une manière plus vraie et plus complète.

Les lettres existent, en grand nombre; peut-être parmi les paperasses que méprisent les descendants des hommes politiques de 1859 y a-t-il des mémoires aussi. Quelques-unes de ces sources peuvent être sauvées pour l'Académie roumaine, c'est-à-dire pour la science (j'entends celle de l'avenir); la plupart se dispersent, se détruisent. Qui pourrait le regretter? L'oubli du passé, du passé individuel, du passé des familles, du passé de la nation ne forme-t-il pas un des articles les plus respectés du code de matérialisme qui régit notre société?

Il ressort de cette lamentable situation qu'on ne peut exprimer sur les hommes et les groupes qui participèrent à l'union que des jugements sujets à caution, des opinions chancelantes. On ne constate pas, on devine, on suppose.

L'Union eut-elle des adversaires? Ou bien, dans un grandiose mouvement d'enthousiasme, la nation entière se

groupa-t-elle d'elle-même, entraînant ses chefs, autour du drapeau de l'unité ?

En fait d'adversaires, il faut toujours distinguer. Il y a des adversaires pour une idée qui ne consentiraient jamais à en accepter le titre. Personne, par exemple, n'aurait l'effronterie de soutenir qu'il faut fermer le musée et noyer les archives dans l'eau printanière; il y aura cependant toujours nombre de personnes qui éluderont la question, en faisant seulement l'éloge des savants dont le nom signifie cependant tout un programme d'accaparement scientifique.

Des opuscules furent cependant publiés *contre* l'Union, et leurs auteurs eurent le triste courage, qui les rendra à jamais mémorables, de les signer. On parla, pour couvrir l'odieux de cette opinion, d'intérêts pratiques que devait léser la refonte des deux principautés, d'anciens antagonismes toujours vivants, du danger des utopies. Un grand boyard, et un boyard éclairé, en même temps, un des membres du haut clergé moldave osèrent s'ériger en porte-voix du «parti» séparatiste.

Mais ces intelligences étroites et ces cœurs flétris ne formaient qu'une partie des adversaires de l'Union. On en dé-

couvre facilement d'autres, nombreux, influents, actifs; des hypocrites politiques, ceux-là. Il faut les classer aussi. D'après leurs intérêts cependant, et non d'après leurs idées, car c'était l'intérêt seul qui guidait ces mauvais patriotes. Et ce qui console un peu de cette décadence morale, c'est que le combat contre l'Union ne fut pas livré par un parti, mais par des clientèles.

Bogoridès, notre *Vogoridi*, le caïmacam selon le goût de la puissance suzeraine, mise en veine d'oppression par les succès contre les Russes, ce prétendant gréco-bulgare au trône moldave, qu'avait ambitionné jadis son père, eut son armée, et il put croire un moment, quand il arriva à faire élire une assemblée contraire à l'Union, que son règne viendra. Il avait groupé autour de lui les éléments corrompus de la génération mûre et quelques jeunes gens, élevés dans l'atmosphère politique tranquille des derniers règnes des «hospodars» et dévoués uniquement à leur carrière de fonctionnaires.

Le caïmacam fut vaincu cependant: l'opinion publique européenne et les gouvernements qu'elle mettait en mouvement forcèrent la main aux Turcs, et

ce Benjamin hellénique dut s'en aller. Mais d'autres clientèles remplacèrent bientôt la sienne, ou plutôt les soldats du prétendant trouvèrent leur place naturelle sous d'autres drapeaux *anti-unionistes*.

En Moldavie — et, l'intérêt étant plus grand [dans ce pays, l'agitation y fut aussi plus intense — et en Valachie la candidature des anciens princes constitua le grand danger pour la grande cause nationale.

Bibesco posa sa candidature d'un côté du Milcov; Michel Stourdza et son fils aîné, de l'autre. Pour des raisons bien différentes, des adhérents assez nombreux les soutinrent. Ils ne gagnèrent pas la partie; la possibilité de leur victoire ne paraissait pas cependant exclue.

Et, s'ils avaient vu leurs espérances réalisées, ç'aurait été un des plus grands malheurs pour notre peuple. Peut-être le prince Georges et le prince Grégoire auraient-ils été des administrateurs excellents chacun dans sa principauté, mais leur élection devait amener nécessairement le maintien de l'ancien état de choses, devait empêcher l'Union.

Car il fallait un homme nouveau pour un nouvel état de choses, et un homme

courageux pour accepter une responsabilité exceptionnelle. Personne parmi ceux qui avaient régné ou dont l'enfance s'était passée dans l'ombre d'un trône n'aurait pu accomplir la tâche qui fut accomplie par le colonel Couza.

*

Les clientèles ne réussirent pas, mais elles avaient brisé, en se formant, les cadres de la légion des hommes de 48. C. Hurmuzaki—et il ne fut pas le seul—déserta, une désertion caractéristique, pour soutenir la candidature de M. Grégoire M. Stourdza. Il fallait tenir compte désormais de la honte des traîtres et des ressentiments qui animaient les vaincus. Pour rendre plus grand le gâchis, les vainqueurs avaient autour d'eux toute une jeunesse incertaine, désorientée, dont l'esprit était partagé entre le sentiment confus du devoir et la soif du succès, l'appétit du gain.

Ceux qui seraient portés à juger trop sévèrement l'activité politique du premier prince de la Roumanie unifiée devront se représenter les circonstances politiques particulièrement difficiles dans lesquelles il commença son règne. Il devait éclaircir une situation interna-

tionale équivoque, gouverner d'une manière libérale avec une Constitution surannée, imposée jadis par la Russie et corrigée un peu par les puissances protectrices, il devait, enfin, refondre les fragments des anciens partis moldaves et valaques, pulvérisés par l'essor des ambitions, pour en faire les partis à la mode européenne du nouveau pays roumain.

Voyons de quelle manière il s'y prit.

XI

On a ridiculisé souvent les courts ministères qui remplissent le règne de Couza. Alexandre Jean Ier ne régna que sept ans, moins que le long ministère Jean Bratiano, autant que le gouvernement des conservateurs qui suivit ce ministère. Pendant les trois années de séparation administrative des deux principautés, de 1859 à 1862, il y eut six régimes différents en Moldavie et six personnalités politiques, appartenant à différents partis, se succédèrent au pouvoir à Bucarest.

Et ce n'étaient pas seulement les noms qui changeaient. On a vu que les an-

ciens partis s'étaient brisés, et aucun engagement ne liait entre elles les personnes influentes qui professaient des idées libérales ou conservatrices. Chacun agissait à sa guise, responsable seulement envers le prince qui l'avait nommé et envers sa propre conscience (on en avait encore dans ces temps reculés et obscurs).

Rien de sérieux, rien de durable ne pouvait être accompli. Des clientèles restreintes soutenaient quelques politiciens en vue. On appartenait à un tel, et on ne se gênait pas de le dire: tel cet électeur qui assurait dans une lettre privée Michel Kogalniceano qu'il sera toujours... pas libéral, conservateur ou Dieu sait quoi, mais tout bonnement l'homme de son patron et d'un autre qui partageait avec Kogalniceano le droit de propriété sur le vote de notre personnage. Soutenus par les journaux, par les salons, jouissant de la confiance, de l'amitié souvent d'un prince qui était à la veille M. le colonel Couza, préfet d'un district moldave, ces coryphées politiques du nouvel Etat roumain s'élevaient successivement à la présidence d'un Conseil bâclé d'après les relations particulières du distributeur de portefeuilles,

pour aller bientôt rejoindre les combattants de l'opposition.

Après l'unification administrative de la principauté, la situation ne change guère. C'est toujours le vieux jeu, seulement, dans ces ministères d'intrigue—trois présidents du conseil pour deux ans, jusqu'au coup d'Etat,—ex-Moldaves et ex-Valaques gouvernent ensemble.

A qui la faute de ce lamentable état de choses, qui immobilisait un peuple, qui arrêtait son développement juste au moment où une activité fébrile, une prompte réorganisation étaient nécessaires? Au prince? Non, sans doute. Avec tous ses défauts, avec tous ses vices de viveur sans façons et sans gêne, avec ses allures très peu princières, qui scandalisaient même ses amis intimes, Couza était sans doute un caractère noble, un homme très bien intentionné et aimant sincèrement son pays. S'il ne se fit jamais à sa nouvelle situation, il ne perdit pas sur le trône les sentiments qui l'animaient avant de l'occuper. Quant à ses ministres, ils ne pouvaient rien faire que... tomber l'un après l'autre. Pour gouverner, il fallait accomplir préalablement un travail de réorganisation. Une aristocratie restreinte disposait du pays entier, d'après la loi. Même

la bourgeoisie des villes ne jouait encore aucun rôle; elle assistait seulement, assez indifférente, au branle-bas des soi-disant ministres du quart d'heure.

Les ministres n'étaient soutenus par aucune force, par aucun intérêt durable; le prince lui-même, s'il l'eût voulu, n'aurait pas pu les défendre contre les cabales des coteries minuscules. Il n'avait pas pour lui l'autorité légale nécessaire et l'autorité morale lui manquait aussi, à cause de son tempérament, qui n'était nullement celui d'un dominateur, et à cause de l'origine si récente de son pouvoir.

Pour changer tout cela, pour avoir des partis nettement distingués et des ministères solides et sérieux issus de ces partis et soutenus par une partie de la nation, il était nécessaire que le pays participât d'une toute autre manière à la conduite des affaires. Donner au paysan un lambeau de terre qui fût vraiment à lui, lui créer une situation économique et sociale, opposer aux intérêts conservateurs de la classe, dirigeante jusqu'alors, des propriétaires les intérêts révolutionnaires de la bourgeoisie, — ç'aurait été, d'après Kogalniceano et d'après le prince lui-même, le moyen d'avoir une vie politique nor-

male, d'assurer ainsi les progrès nécessaires du pays. Si les libéraux de jadis partageaient, en grande partie, ces idées, elles soulevaient contre leurs promoteurs la masse imposante des propriétaires égoïstes, qui ne voulaient rien céder. Lascar Catargi l'aurait dit, lors des discussions pour l'élection d'un prince : « Je ne voterai pas pour Negri, qui, en devenant prince, prendra mes terres pour les donner aux paysans ».

Et ce parti, le parti du statu quo, surtout sous le rapport social, était incontestablement le plus puissant.

Si on ne voulait pas traîner jusqu'à l'infini dans l'ornière, un coup d'Etat s'imposait. Il fut accompli par Kogalniceano le 21⁴ mai 1864. La dernière chambre des privilégiés fut dissoute et le prince, approuvé par un plébiscite—moyen à la mode alors pour légitimer les usurpations utiles à la société, aussi bien que les autres,—décréta une nouvelle loi électorale et rendit justice aux paysans, en les créant propriétaires.

Le Statut remplaça la Convention, une nouvelle loi, plus simple, plus pratique, fut établie à la place de l'ancienne machine compliquée qui nous avait été octroyée par l'Europe. Quels furent

les effets immédiats de ce changement ?

Le nouveau corps électoral donna des Chambres bien différentes des turbulentes assemblées qui avaient entravé jusqu'ici tout travail fécond. Le prince n'eut plus à compter avec une opposition sans trêve; mais, comme il fallait s'y attendre, les nouveaux représentants du peuple, du peuple qui n'était pas habitué à manifester une opinion politique, furent, en première ligne, les mandataires des préfets et des agents administratifs.

Le chef de l'Etat avait donc tout le loisir de gouverner par soi-même. Par indolence, il abandonna cette tâche à la coterie d'étrangers, hommes et femmes, qui s'étaient emparés de lui. La volonté rapace de cette coterie resta le seul pouvoir effectif, le prince ayant abdiqué entre les mains de ses intimes le pouvoir qu'il avait repris aux privilégiés de la convention.

On comprend bien que le règne de Son Altesse M. Liebrecht et de l'épouse morganatique du souverain ne pouvait pas durer. C'était une honte nationale qu'un pareil régime, et le sentiment de cette honte accomplit un véritable mi-

racle. Alors qu'il n'y avait pas de partis organisés, les défenseurs de la révolution sociale accomplie en faveur des paysans et ceux qui regrettaient l'ancien état de choses se réunirent ensemble. Un seul point formait le programme de la coalition: établir le prince étranger qu'avaient désiré jadis les représentants des Divans de 1856. C'est-à-dire imposer une abdication à l'homme dont le règne équivalait à cette situation politique et morale.

Sous l'impression des bruits concernant une cession des Principautés-Unies à l'Autriche, l'acte du 11|23 février fut accompli. Alexandre-Jean I-er, surpris dans son palais par les conspirateurs, abdiqua. Les partis, se réveillant de leur torpeur, prenant conscience de l'importance qu'ils avaient, crurent que l'heure de leur règne, sous les formes d'une constitution parlementaire, était venue.

XII

Le règne des partis commença donc en 1866. Une Constitution très libérale fut votée à la hâte; le prince étranger, élu par la nation, monta sur le trône, pour exercer une influence énergique,

toujours bienfaisante, souvent déterminante sur les événements. Mais ce n'était pas sans doute pour régner que les chefs victorieux des partis lui avaient fait donner une couronne. Ils avaient l'intention de dominer eux-mêmes, sous les formes décevantes de l'illusion constitutionnelle. Car c'était le but, le sens de la révolution de février.

En commençant cette nouvelle ère, ils avaient la conviction d'accomplir une action patriotique. Bons rêveurs, idéalistes tenaces, ils ne comprenaient pas la réalité des choses, la déviation nécessaire qu'elle devait imprimer à leurs nobles et purs projets d'avenir. Durant le gouvernement de Bratiano et plus tard, ils assistèrent, avec une surprise douloureuse, à des événements qu'il aurait été facile de prévoir, avec une autre manière de penser. Aujourd'hui, quand «le gouvernement par la nation» produit ses dernières conséquences, désastreuses ou ridicules, les survivants de cette héroïque génération de combattants pour le triomphe de la métaphysique d'Etat, désappointés, égarés, ne se rendent nullement compte de l'erreur initiale de jadis. Ils accusent avec indignation, avec une indignation sincère, mais

peu justifiée, des personnes, alors que c'est l'institution politique elle-même qui est malfaisante.

Car, en effet, qu'est-ce que les partis politiques pouvaient représenter dans ce pays ? Quelle était leur raison d'être ?

On a ailleurs des traditions, des courants d'idées que déterminent ou dominent ces traditions. Chez les peuples qui ont une vie politique réelle, on a des classes sociales dont chacune se rend compte des intérêts supérieurs qu'elle doit défendre. Avec une bourgeoisie mûre pour la souveraineté politique, avec des classes ouvrières tant soit peu éclairées, remuantes, prêtes à combattre pour la justice, pour leur justice, avec des classes rurales dont la physionomie est bien prononcée, il est possible de former—sans se perdre dans le ridicule des tentatives échouées, ou sombrer dans l'immoralité des personnages politiques qui, abandonnant un drapeau qui ne représente rien de sensé, se vendent ou se louent aux puissants d'aujourd'hui ou de demain — il est possible de former un parti de conservation sociale, un parti de réformes agraires, un parti socialiste.

Nous avons aussi des classes en 1866 : la classe des propriétaires, la classe des

paysans, la classe bourgeoise, la classe nouvelle des parasites de la chose publique, de ceux qui en vivaient ou ambitionnaient d'en vivre. Mais pour la vie politique d'un pays il n'y a guère que les classes conscientes qui comptent, celles qui défendent des intérêts légitimes, qu'on puisse avouer.

Or, le paysan ne comptait pas. Plongé dans sa misère, dans son ignorance, il était — il est encore! — incapable de comprendre ce qui se passe autour de lui; sa pensée ne s'élevait jamais jusqu'à une généralisation politique ou sociale; il attrapait quelquefois au vol un mot et il s'arrêtait là ou se perdait dans des interprétations puériles, dont profitaient les charlatans et les ambitieux sans scrupules, les exploiters de la misère des humbles. Tel était le paysan d'alors, image fidèle de celui d'aujourd'hui.

Et cette classe, cette classe nombreuse, qui aurait pu être puissante, toute puissante si elle avait réuni la conscience à la force, cette classe rurale était la seule qui avait des intérêts révolutionnaires désormais. Les plus avancés des hommes politiques, appartenant à l'aristocratie ou à la bourgeoisie, lui avaient donné tout ce qu'ils pouvaient

donner, avec leur éducation, avec leurs sentiments et dans les circonstances dans lesquelles gouvernait un ministre roumain. C'était sans doute trop peu dans un pays qui, s'il ne singeait perpétuellement et inutilement l'étranger, devrait être un pays de paysans. Mais, pour avoir le reste, pour satisfaire complètement à la justice et à la logique des choses, il fallait que le paysan lui-même demandât, et il n'était pas capable de le faire autrement que par des révoltes partielles, sans but déterminé, vite réprimées par le pouvoir.

Les villes, clairsemées dans la vaste campagne des paysans, étant habitées en assez grande partie, dans certaines villes de la Moldavie, dans la plus grande partie par des étrangers, la bourgeoisie ne formait pas une classe intéressante de la nation. De plus, la bourgeoisie roumaine n'était cultivée que d'une manière très superficielle. Incapable de faire fructifier, par un labeur hardi, conséquent et patient, les grandes richesses du pays, elle n'avait pas le droit de réclamer pour elle une situation privilégiée. Elle ne s'était pas formée par le travail pour la domination. Enfin, aurait-elle pu demander plus

que la nouvelle Constitution égalitaire n'offrait aux meilleurs de ses membres ?

L'aristocratie des propriétaires ruraux ne formait pas plus la base, le soutien nécessaire d'un parti politique. Dans l'instabilité de la propriété territoriale, elle avait — et devait en avoir encore davantage — des parvenus en grand nombre parmi ceux qui la composaient. Formée en partie au hasard des faveurs princières, mêlée à des étrangers plus ou moins assimilés, elle n'avait pas les traditions glorieuses, les souvenirs d'un passé commun. Sans une forte éducation morale, elle ne savait pas combattre, sans se soucier des intérêts personnels, autour d'un drapeau immaculé. Enfin, elle devait dégénérer faute d'un combat perpétuel à soutenir contre un ennemi politique. Cet ennemi n'existait pas, ne voulait ou ne pouvait pas combattre.

*

Il y eut d'abord un sincère essai constitutionnel, à la mode anglaise. Les politiciens, cantonnés dans deux partis : révolutionnaires de 1848 d'un côté, ruraux, boyards conservateurs, de l'autre, combattirent sérieusement pendant onze ans, selon toutes les règles de l'art... pratiqué par les étrangers.

La plupart des combattants croyaient accomplir une œuvre utile. Ceux parmi eux qui étaient capables d'essayer contre la réalité leurs idées de jeunesse et d'abandonner résolument des illusions vaines furent bientôt déçus. Valait-il la peine de s'escrimer ainsi sans but, alors que l'édifice politique même de l'État n'était pas terminé et que, sous le rapport économique, administratif, scolaire, tout l'ancien édifice était à refaire ?

Jean Bratiano fut, dans ce sens, le révolutionnaire contre la révolution. Ses camarades de 1848 se plaignaient—Rossetti à leur tête—de ce que nous nous étions arrêtés en route dans l'imitation des formes occidentales; il eut la conscience que nous étions allés, sous sa direction aussi, beaucoup trop loin. Supprimer ce qui avait été une fois accordé était œuvre difficile. Garder les formes, faire le bien malgré ces formes encombrantes et admirées, cela était possible, pourvu qu'un homme exceptionnel se chargeât de cette tâche. Et il l'accomplit, étant cet homme.

Il brisa les anciens cadres des partis. Des ralliés en sortirent, par enthousiasme pour la politique du chef libéral, par lassitude, par intérêt même; des

groupes commodes à manier surgirent autour du tronc creux du parti conservateur vaincu, presque détruit. Menant les uns par leurs vertus, les autres par leurs vices, attirant et retenant par tous les moyens des soldats à ses côtés, soumettant toutes les volontés à sa volonté supérieure, il lança une armée nouvelle d'anciens soldats fidèles, de déserteurs pris à l'ennemi, de jeunes recrues pour conquérir, par un dernier et brillant effort, ce qui nous manquait encore pour être rendus à nous-mêmes.

Sa chute ne fut pas une œuvre de parti. Il tomba devant une coalition, qui comprenait les impatients, les surnuméraires, les envieux et quelques honnêtes gens révoltés par l'immoralité politique des mercenaires qui entendaient être payés pour la victoire et en profiter. Le drapeau blanc des conservateurs, le drapeau rouge des démocrates phraseurs couvraient et conduisaient une multitude bariolée. Après beaucoup d'efforts, le parti conservateur, réformé par la volonté des circonstances, s'en dégagait.

Était-il encore un parti conservateur ? Et combattait-il encore contre un parti libéral ?

Sauf quelques exceptions honorables,

d'autant plus honorables qu'elles étaient plus rares, — non. L'ère des partis basés sur l'intérêt personnel continuait. Les partis honnêtes, *réels*, utiles, étaient — il a été dit plus haut — impossibles; selon la Constitution, qui le voulait, on eut les autres, les associations, les syndicats, les «collectivités». Avec des hommes supérieurs et dans des circonstances exceptionnelles, l'autorité du chef, l'ardeur du combat auraient remédié un peu à l'indignité de la chose. Mais il n'y avait plus de grands chefs de la nation entière; mais l'édifice politique était terminé et, pour commencer la grande réforme intérieure, que nous attendons, il fallait d'autres hommes et des partis politiques d'une autre espèce.

Dans ce milieu se formèrent deux générations.

Chacune marque une déchéance par rapport à celle qui l'a précédée. Après les jouisseurs hypocrites qui sont les hommes mûrs d'aujourd'hui, on a maintenant—on pouvait l'espérer—les jouisseurs cyniques, les adorables jeunes gens qui combattent vaillamment sous le drapeau sans couleur ou plutôt sous les couleurs caméléoniques de leurs appétits. Aujourd'hui, ici; demain, là. Il faut bien

qu'il y ait deux partis, puisqu'on est trop; et on navigue au gré des événements.

Mais c'est là l'histoire du moment; tout le monde la connaît, si tous ne l'avouent pas. Il me suffit d'avoir montré comment, à travers quel passé, récent ou éloigné, on est arrivé ici. Quant à la solution, d'autres l'ont donnée; elle est sur les lèvres de tout ce qu'il y a encore de désintéressé, de noble et de pur en Roumanie. Et il faudra bien que cette solution devienne une réalité.

UN SIÈCLE

D'HISTOIRE ROUMAINE

Il y aura bientôt dix-neuf siècles écoulés depuis la naissance de Jésus-Christ, et le vingtième commencera. C'est un de ces moments de l'histoire où tout le monde tourne ses regards en arrière, où les peuples interrogent un siècle de leur passé pour savoir s'ils doivent considérer avec confiance ou avec anxiété la nouvelle carrière séculaire qui s'ouvre pour la grande humanité, toujours militante, et triomphante quand même.

Raconter ce qui a été accompli sur cette terre depuis 1800 ? La tâche serait trop lourde et l'espace dont je dispose est trop restreint. Esquisser ce que je ne peux pas décrire ? Une simple esquisse serait banale et n'instruirait pas

beaucoup. Mieux vaut comparer en lignes générales la Moldo-Valachie de 1800 à la Roumanie de 1900, notre peuple tel que le siècle l'a trouvé avec celui qu'il laisse en disparaissant.

Sera-ce un *carmen saeculare*, un hymne d'allégresse, une protestation d'orgueil ? Un *in memoriam* découragé pour les temps qui ne reviendront plus ? L'un et l'autre.

*

Sous le rapport politique, nous avons gagné énormément. Au lieu de deux provinces tributaires, au lieu de deux apanages de la grécité de Constantinople, nous avons un seul Etat, un Etat indépendant, un royaume. L'aigle valaque s'est réunie au vieux blason moldave; le Milcov, le lamentable ruisseau, célèbre pour avoir pendant des siècles marqué une frontière illogique et inutile, a déchu de son importance; des Carpathes au Danube, la terre roumaine est une. Et elle le sera, car l'œuvre de l'union n'a pas été le résultat inattendu des combinaisons politiques internationales, mais bien la récompense due aux longs efforts patients de la nation entière. Elle le sera, car les ombres sacrées de ces croyants, morts avant l'heure du triom-

phe, gardent, avec les vaillants soldats du Roi victorieux, la couronne d'acier conquise sur les champs de bataille!

Mais à côté des Roumains libres se trouvent, sur toutes nos frontières presque, les autres, ceux qui n'ont d'autre gloire que notre gloire, les Roumains dont nous avons le cœur seulement, qui est bien à nous. En Bucovine subsiste une domination étrangère, qui est une profanation pour ce qu'il y a de plus saint dans notre passé; le Pruth sépare, rivière de sang, la Moldavie roumaine de la riche Moldavie du Tsar, avec ses anciennes cités, avec ses anciennes villes, avec ses champs de combat. Et des millions de nos frères, détachés de nous par la frontière maudite des hautes montagnes,—hautes de toute la hauteur qu'il faut atteindre pour la détruire —, des millions de nos frères travaillent, en attendant des mains de Dieu la justice, le fertile sol de la Transylvanie roumaine, leur héritage depuis les anciens ancêtres du royaume dace!

Une nouvelle fête séculaire accroîtra-t-elle nos forces des leurs? Toute la famille roumaine pourra-t-elle saluer ensemble l'aube du siècle qui viendra après celui qui s'ouvre? Oui, si nous pro-

fitons de ce siècle pour compléter notre organisation, pour ranimer notre idéalisme, pour apprendre ce travail de chacun, qui forme, réuni, la grandeur d'un peuple. Ainsi soit-il !

Il y avait, en 1800, une classe de boyards, quelquefois éclairés et patriotes, toujours sobres, modérés, travailleurs. Sous cette classe, qui détenait le pouvoir et dominait le pays, une bourgeoisie indigène, les membres des corporations urbaines, tout à leur métier, sans velléités politiques, sans ambition et sans envie. Et, délivré des liens du servage par la loi, le paysan vivait auprès de son boyard, qui résidait sur ses terres et les cultivait lui-même, comme un frère cadet souvent, comme un aide respecté ; garanti, en tout cas, contre la misère et la faim par les intérêts mêmes de ce maître.

Maintenant, les anciens boyards ont perdu le monopole du gouvernement : ils partagent les hautes fonctions de l'État avec les rejetons des anciens artisans et marchands, avec ceux des fils de la campagne qui ont su s'élever, à travers les nombreuses entraves de l'inexpérience et de la pauvreté, aux si-

tuations. De nouvelles lois ont rendu au paysan la terre qu'il a possédée jadis et qu'il a défendue toujours. Un grand travail d'égalité sociale a été sans doute accompli, et il faut avoir de la reconnaissance pour les grands ouvriers de cette œuvre.

Mais le boyard évincé, froissé dans ses sentiments de dignité, a quitté souvent la patrie, emportant avec lui un avoir que d'autres ont gagné pour lui et qui profitera désormais aux étrangers. Du noble résigné au partage du pouvoir, du roturier des villes, du paysan «arrivé» s'est formée une oligarchie qui, au lendemain des derniers et grands succès de notre peuple, la guerre, la royauté, s'est organisée savamment pour s'assurer, à elle et à ses descendants, la proie, toujours renaissante, des budgets. Une oligarchie sans passé, sans amour pour la nation, sans rêves d'avenir; née de vulgaires carnassiers qui nous ruinent et nous déshonorent.

Au-dessous des politiquaillers, qui nous dominent à leur seul profit, une nouvelle bourgeoisie: des juifs, des Allemands, des Bulgares, des Grecs agit, celle-là, d'une manière conséquente pour atteindre des buts qui ne sont pas, mal-

heureusement, les nôtres. Et, au fond du tableau, le paysan, oublié par la civilisation, étranger désormais à tout ce qui se passe dans son pays — transformé dans un sens qu'il ne comprend pas, — ce paysan végète obscurément ou dépérit, sans avoir réel, sans éducation réelle, en éternel tête-à-tête avec ses soucis. On en fusille quelquefois, ce qui n'empêche pas le paysan de travailler le lendemain le sol de la patrie, en attendant de Dieu, auquel il croit seul, sa récompense, sa vengeance peut-être.

En 1800, un pays d'agriculteurs riches, aux besoins bornés. L'or abondait dans les bonnes vieilles caisses de Brashov des boyards à caftan et des sobres négociants de cette époque. Dans ses relations avec l'étranger, c'était le Roumain qui gagnait.

Puis vint la hâte de changer d'un moment à l'autre l'assiette économique du pays. Le luxe barbare des habits des pierreries, des chevaux, la vanité d'étaler tout cela devant les habitants des grandes villes de l'Europe, la nécessité de l'absentéisme, perpétuel et intermittent, l'ardeur des jeux de fortune s'y mirent. Il fallait ensuite entretenir

largement de faveurs, de fonctions et de sinécures les électeurs, les chefs-électeurs, piliers de notre vie politique. L'édifice grandiose du fonctionnarisme prit des proportions écrasantes. L'heure des hommes d'affaires sonna. Avec un outillage économique supérieur, nous sommes aujourd'hui un peuple riche encore, mais très gêné, condamné à payer longtemps à ses nombreux créanciers le montant imposant d'emprunts souvent gaspillés.

En 1800, le peu de mouvement intellectuel qu'il y avait poursuivait des buts nationaux. Aujourd'hui, sauf quelques protestataires isolés, on ne voit que des francisés haïssant leur langue, leur littérature, leur passé, ou bien des gens qui n'ont pas même la notion des besoins intellectuels.

Et, enfin, à la place de la vieille morale du bon Dieu, que nous avons quittée, en modernes accomplis, nous n'avons rien mis encore. Sans doute, on trouverait difficilement dans notre passé une génération aussi magistralement flétrie que celle qui voit s'ouvrir devant elle les portes de la vie publique.

*

Un nouveau siècle commence. Il y a

dans notre situation d'aujourd'hui des choses qu'il faut maintenir à tout prix, d'autres qu'il faut réformer; il y a, enfin, des éléments qu'il faut éliminer, complètement et courageusement. Notre avenir est à ce prix, — et il peut être si grand !

LES PROFESSEURS ETRANGERS

M. le ministre Istrati tient à ses idées, ce qui est un mérite dans un pays où on varie souvent sous tous les rapports. Mais, décidément, il a des idées touchant l'enseignement qu'il aurait dû abandonner avant de présenter le projet qu'un savant très distingué, M. le maire Badarau, a recommandé avec succès à l'attention de la Chambre.

Je ne m'arrêterai qu'à une seule de ces idées, qui me paraît une des moins heureuses. Il s'agit des professeurs étrangers dont on veut doter notre université d'abord, dont on veut composer ensuite une école supérieure, une... *plus qu'université*, où des cours d'un intérêt pan-balkanique seront professés dans toutes les langues et dialectes des cinq continents, sauf le roumain.

C'est, sans doute, une idée très remarquable. Elle fait le plus grand honneur non seulement à celui qui l'a conçue, mais au peuple roumain entier, qui ne pourra pas refuser son approbation. En effet, ce mien peuple est, parmi tous les autres, celui qui se connaît le moins et se méprise le plus. Il ne se croit vraiment capable de rien et il croit capable de tout le premier étranger venu. J'ai connu des personnes cultivées qui ne croyaient pas qu'il pût y avoir un mauvais livre écrit en français par un Français et un bon livre écrit en roumain par un Roumain. Mes compatriotes jugent le médecin étranger comme devant être nécessairement supérieur au médecin roumain, qui a fait le plus souvent la même école que l'autre et, comme il est de mode de ne lire que des livres non-roumains, nos compatriotes riches doivent à leur richesse de passer entre les bras d'une célébrité internationale, qui prélève la première sa part sur l'héritage.

Nos meilleurs comédiens doivent être forcément — ils sont Roumains les malheureux ! — inférieurs au dernier cabotin d'au delà des frontières. On se gêne même d'avoir des noms roumains : Ce qu'on

prodigue des *o*, des *y*, des *qui*, pour faire résonner à la française des noms qui paraissent à leurs propriétaires avoir une nuance barbare! Et, à ce qu'il paraît, maintenant que la ressemblance extérieure paraît complète entre nous et nos modèles, maintenant qu'on peut juger que nous avons suffisamment dépouillé le Roumain, on s'en enorgueillit. Voyez donc, charitables Messieurs étrangers, après de longs et méritoires efforts, nous sommes arrivés au but dernier de nos plus ardents désirs; n'est-ce pas qu'on ne dirait guère que nous sommes des Roumains, que nous avons notre langue, notre littérature, notre âme? Oh, cette sacrilège manie d'être la caricature d'une autre nation!

Je la découvre, cette manie, dans le projet de M. le ministre Istrati, qui est cependant un esprit original et un très bon patriote. Il voit, comme beaucoup de monde, l'insuffisance de grand nombre parmi nos professeurs et son remède est de créer, dans l'université roumaine d'abord, à côté plus tard, un enseignement supérieur, un enseignement *suprême* fait par des étrangers, dans leur langue, et pour des étrangers aussi.

Car M. le ministre s'imagine que de

cette manière nous exercerons une influence glorieuse sur la civilisation de nos voisins, que nous deviendrons la lumière de l'Orient. Que nenni ! Les Bulgares iront comme auparavant à Moscou, à Pétersbourg, à Kiew, ils se rendront à Vienne, à Leipzig, pour entendre de ces professeurs qu'on ne peut pas importer pour une dizaine de jours. Les Serbes, les Grecs n'oublieront pas le chemin de Paris parce que des savants français viendront tenir des conférences à la hâte dans la capitale roumaine.

Et même si ce pèlerinage balkanique se produisait, à quoi cela peut-il bien nous servir ? Sera-ce notre civilisation que nous répandrons par la bouche des professeurs cueillis dans toute l'Europe ? Est-ce à nous que reviendra le mérite de ces cours, de ces conférences ? Notre situation scientifique deviendra-t-elle plus respectée pour avoir *loué* le savoir de maîtres étrangers ? Mais il faudrait voir que nous ne tiendrons qu'un rôle d'*impresarii* pour nos bons voisins ! Et a-t-on jamais vu un public assez naïf pour croire que les belles notes de poitrine des chanteurs sont dues au talent du quidam commercial qui leur a payé les frais de voyage ? Sans compter que

notre rôle serait celui d'un *impresario* désintéressé, qui ne *veut* pas ravoïr son argent, qui fait par vanité tout ce qu'il fait, bercé par une illusion mille fois enfantine!

Cela dit, voyons le profit que nous pourrions réaliser nous-mêmes de cette nouvelle institution. Nous-mêmes comme peuple, et non certaines individualités politiques ou scientifiques. Celles-là auront bien leur profit: Grassement payés, les professeurs étrangers, de retour chez eux, trouveront de bonnes paroles, des épithètes gracieuses pour ceux qui les auront appelés, défrayés, applaudis, divinisés, parce qu'ils n'étaient pas des Roumains. Et on est très sensible ici à se voir mentionné dans un livre publié ailleurs. Demandez-le plutôt à M. V. A. Urechia, qui se donne maintenant tant de peine pour offrir, hommage respectueux et sincère, des médailles, des parchemins à M. de Gubernatis. Il en sait quelque chose, ce thuriféraire «moldovalaque» des célébrités européennes!

Mais quels sont les professeurs étrangers qui consentiraient à perdre une partie de leur temps à faire œuvre inutile chez nous?

Seront-ce des professeurs allemands,

des professeurs anglais, italiens ? Nullement. Ces savants parlent des langues que ne comprend chez nous qu'une faible minorité. Combien d'étudiants pourraient suivre avec profit un cours quelconque fait en allemand ? Bien peu, sans doute. Quant aux savants appartenant à d'autres nations, il ne faut pas même songer à en faire une exhibition coûteuse et manifestement inutile.

Alors, on aura des professeurs qui parleront le français. Quelques étudiants comprendront bien dès le début. Ce qui n'empêche pas qu'après avoir adopté le français comme langue usuelle dans certaines classes, après avoir abdiqué notre individualité nationale pour singer sous tous les rapports la civilisation française, on doit se demander si l'État n'aurait rien autre à faire que rendre, par l'école, cette influence plus envahissante encore. A quand les lycées où on professera en français, à quand l'abandon complet de cette sauvage et encombrante langue qui est le jargon moldo-valaque ? Il faut espérer que cela viendra aussi.

Parmi ces professeurs, parmi ces savants français, quels seront ceux qui laisseront leurs cours, leurs travaux pour

venir ici, contre paiement ? Les grandes personnalités ne feront jamais un marché pareil. Nous aurons donc des savants de second rang, des jeunes professeurs qui voudront bien nous sacrifier quelques semaines de leur temps. Un séjour plus long est impossible : il faut être Roumain pour accepter le milieu scientifique des intrigues, des cabales, des bibliothèques fermées et des archives réservées à leur directeur. Des personnes, estimables par leur savoir, feront une dizaine de conférences et il faut être un peu naïf pour croire que tous nos voisins s'empresseront d'accourir pour bénéficier de cet enseignement singulier.

Et alors à quoi bon maintenir des bourses à l'étranger pour les diplômés de nos deux universités ? Nos professeurs roumains auront suivi dans beaucoup de cas les mêmes cours, à la même université étrangère, que les personnes qui seront engagées pour hâter notre civilisation et faire reconnaître sa supériorité au-delà du Danube. Il se pourrait aussi que nos professeurs eussent fait une assez bonne figure auprès de leurs collègues étrangers ; il se pourrait même qu'ils leur eussent été su-

périeurs. Mais, décidément, la race est incapable, car, aussitôt revenus dans leur pays, ces jeunes gens sont devenus à ce point insuffisants qu'il faut suppléer à leur ignorance par les connaissances incomparables de leurs anciens camarades de sang plus noble. C'est notre presse, c'est notre société, c'est aujourd'hui M. le ministre qui prononcent ce blâme.

Voici donc notre professeur étranger installé pour le prompt vernissage de la nation. Il ne fera pas, sans doute, des leçons de philologie roumaine, d'histoire des Roumains, qui pourraient bien nous intéresser plus que tout le reste. Il ne nous enseignera pas la médecine, le droit, les sciences, car ce sont des matières que tout le monde s'accorde à reconnaître sérieuses; on ne forme pas un chimiste en dix conférences à l'eau sucrée. On nous dégrossira donc — autant que le permet cette matière inapte à la civilisation qui est notre peuple — en nous faisant des cours de philosophie, d'histoire littéraire, d'histoire universelle.

L'auditoire, je le connais d'avance. On se souvient encore des leçons de M. Binet, un psychologue estimé. Nos étudiants avaient abandonné les cours rou-

maines de la faculté—ces bonnes jeunes gens, d'un patriotisme si pur!—pour aller entendre le maître étranger; il y a eu des cours de philosophie, très visités ordinairement, qu'on a dû interrompre, le professeur ayant le malheur irrémédiable d'appartenir à la nation roumaine. Mais ces nombreux étudiants étaient perdus dans la vaste salle du Sénat—jamais enseignant roumain n'y a professé—au milieu d'un auditoire choisi d'intellectuels et d'intellectuelles, dont on ne saurait exalter suffisamment l'amour pour la science et pour les dernières modes parisiennes d'habillement. On s'étouffait pour pénétrer dans la salle, où parlait un savant venu de ce Paris d'où viennent les romans salés, les beaux chapeaux et les gants irréprochables. Les auditeurs profitaient-ils de la leçon française, eux qui n'avaient jamais mis les pieds à l'université pour entendre un professeur roumain? Mais ils en profitaient énormément; cela se voyait aussitôt au froufrou élégant et au redressement des moustaches en crocs!

Et si Dieu envoie de riches moissons pour rassasier les corsaires de la politique, nous aurons très souvent ce spectacle. Avec les capitalistes en quête de

nègres européens, avec les futurs créateurs des Johannesbourgs roumains, avec les dominateurs économiques du Transvaal danubien, viendront les jeunes gens besogneux, chargés de nous mettre au courant de la civilisation. Ils viendront tous et comme nous sommes (je parle des classes cultivées) un peuple généreux, hospitalier, enthousiaste, bref, une noble nation, qui ne dément pas son origine latine, nous les accueillerons avec force festins et force démonstrations de stupidité admirative. Ils empocheront notre argent et riront de notre simplicité; nous nous en sentirons très honorés. Et si tout ce monde a des réclamations à présenter, un tribunal arbitral perpétuel sera établi pour les juger en volapük.

Il est fier, le peuple roumain! De vrais Romains du temps de la République... polonaise!

LES DOLEANCES DE

M. IONNESCO-GION

Décidément, on ne peut plus plaisanter sur le compte de M. Ionnesco-Gion, qui est en train de devenir un homme sérieux, un mauvais auteur pour tout de bon, voire même un martyr de la science que poursuivent des haines implacables. On lui a refusé ainsi un siège à l'Académie et le gros prix de cinq mille francs, pour satisfaire à des ressentiments ténébreux. Toute une tragédie de l'intrigue et de la conspiration s'est déroulée à ses dépens.

Mais, après le sacrifice de l'innocent, M. Hasdeu, une gloire de mon pays, prend la plume et combat vaillamment, sur ses vieux jours, pour l'honneur scientifique de la victime. Une ligue de bonnes volontés et d'intelligences un peu

fanées s'organise pour venger M. Ionesco-Gion. Des divinités scientifiques en retraite lancent des foudres... Une réhabilitation à grand spectacle et à grand fracas.

Donc, M. Gion devient quelqu'un de sérieux. Pour ma part, je préférerais l'ancien Gion, qui me paraissait être le premier à ne pas apprécier ses «travaux». Je me disais alors: «Voici un excellent écrivain qui sait bien la valeur de ce qu'il écrit pour passer le temps et ne cherche pas à exploiter, pour atteindre une récompense pécuniaire ou une situation, la bonne opinion, peu justifiée, dont il jouit auprès des dames, des journalistes, du commerce bucarestois, de MM. Hasdeu, Tocilescu et Urechia, professeurs universitaires». S'il m'avait confessé une seule fois l'intention d'abandonner sa manière d'être, j'aurais rompu immédiatement avec lui, jugeant exorbitante la prétention de sa part d'être regardé comme un savant.

Cette prétention, il l'a maintenant. Il se lamente bruyamment parce qu'il existe des personnes qui ne veulent pas prendre au sérieux sa personne et ses écrits, qui trouvent que l'«Histoire de Bucarest» et son auteur ne méritent pas de

récompense. Eh bien! puisqu'il ne veut pas bénéficier dorénavant des avantages qu'on accorde charitablement aux gens qui réunissent la modestie au manque de savoir et de talent, je consens à lui faire l'honneur de discuter son chef-d'œuvre, l'« Histoire de Bucarest » susdite.

Le livre a été déjà analysé dans les « Convorbiri literare ». Je me bornerai donc ici à parcourir rapidement le gros bouquin, en cueillant, ci et là, de quoi convaincre le lecteur du rare mérite de l'œuvre.

II

Le premier chapitre montre surtout d'une manière irréfutable qu'il y a eu de tout temps des forêts sur la rive gauche du Danube. Pour arriver à ce résultat, aussi intéressant que nouveau, M. Gion cite Ammien Marcellin, un auteur à bon marché, qu'il préfère utiliser d'après une Revue roumaine de 1847, où il est dit, comme d'habitude, tout autre chose que dans le livre de l'historien bucarestois.

Il continue en discutant gravement les origines romaines de Bucarest, qui n'en a guère, et il met de terribles points

d'interrogation après la mention de fantaisies archéologiques surannées, datant du dix-huitième siècle. Il se demande si les Goths ont passé près de Bucarest, rien que pour employer son temps et remplir des pages. Il ne s'arrête pas là : infatigable, il continue ses interrogations pour savoir, ou ne pas savoir, si tel personnage a pu voir Bucarest, dont l'existence à son époque n'est rien moins que prouvée. Si elle avait existé, dit-il, les Tatars l'auraient certainement mise au pillage, mais on ne sait pas vraiment si elle existait.

L'histoire de la Valachie commence ensuite : Negru-Voda pourrait être le fondateur de Bucarest, mais il se pourrait aussi que... la chose fût impossible. On a déjà gagné du chemin, et la question des origines devient visiblement plus claire. En 1370, les Hongrois attaquent un château sur la Dambovitza ; il faut raconter ce fait, puisque Bucarest—qui existait maintenant (on avance!)—se trouve sur la Dambovitza. Mircea l'Ancien doit avoir fortifié la ville puisque Bucaresti c'est *bucuria*, la joie, et il doit s'être réjoui, l'Ancien, durant sa longue vie ; sans compter qu'il a fortifié Giurgevo (qu'il *n'a pas* fortifié).

Passons à Bucur, le héros éponyme de la ville. Il est authentique, parce que ce nom de baptême, commun comme le pain, se rencontre mille et mille fois partout où on veut bien le chercher. Le pâtre a donc fondé la ville. Et le château, qu'il n'a pas fondé? «Voici encore une question», nous dit l'auteur. Hélas, encore une! C'est tout ce que nous avons jusqu'à présent et l'auteur a écrit vingt et une pages in 4^o.

Mais M. Gion ne nous laisse pas languir. Un peu de patience, et on saura quelque chose. Car on commence à voir des couvents près de Bucarest, on trouve un document.. faux, daté de cette ville en 1401. Donc les Turcs ont *pu* y passer, en se rendant... en Transylvanie. Un voyageur est ensuite cité parce qu'il... ne parle pas de Bucarest.

Victoire! On a enfin un document, un document authentique de 1464, daté de Bucarest. Et d'autres suivent. Le prologue naît finit.

Et les erreurs commencent. Mais M. Gion ne se trompe jamais quand, tout en écrivant, il ne sait rien sur le sujet. Il faut lui en savoir gré.

D'abord une liste de documents *inédits* datés de Bucarest; on ne peut pas sa-

voir si l'auteur a raison. Ci et là, des mentions de combats recueillies dans les chroniques valaques, dont M. Gion n'arrive jamais à trouver la filiation, par suite de quoi il laisse de côté l'original pour n'utiliser la copie. Rien d'étonnant qu'avec ce système de travail l'auteur n'arrive pas même à fixer d'une manière exacte la chronologie des princes du seizième siècle. Pensez donc qu'il se renseigne pour des événements de 1595 dans les notes d'un érudit moldave qui mourut en 1712 !

Et il exagère, il exagère: c'est décidément le Tartarin de l'histoire; les Turcs élèvent autour de Bucarest une misérable palissade. Eh bien! l'Europe s'émue, les princes allemands correspondent là-dessus entre eux, Venise demande des renseignements, les Polonais n'en peuvent mais. On s'adresse aux sources qu'il indique, et on se rassure: ce sont des bulles de savon! Après le départ des Turcs, «pas un Bucarestois à Bucarest!» Qui dit cette énormité: le mauvais génie de l'emphase, à la mode du Pérou, qui tourmente M. Ionesco-Gion!

Nous sommes arrivés maintenant à l'année 1600. Nous savons seulement qu'un grand nombre de documents ont

été rédigés à Bucarest, qu'il y a eu quelques incendies et que des combats ont été livrés dans les environs de la ville. Croirait-on que Bucarest prend le deuil pour la mort de Michel-le-Brave, par ce que... la ville a été brûlée sous son règne? Et cependant c'est notre brave historien qui l'affirme!

Encore une fois, l'auteur s'appuie sur des sources de beaucoup postérieures et il s'imagine faire de l'histoire. Il croit faire du style en disant que Bucarest «se lamenta continuellement pendant quatre ans». Car c'est une «ville à neuf âmes», nous assure M. Ionesco Gion. Pour le dix-septième siècle, comme pour le seizième, il cueille de vieilles erreurs dans des livres depuis longtemps démodés, et il appelle cela des sources. Il y mêle les récits les plus inattendus. On arrive ainsi au dix-huitième siècle, et... on ne sait encore presque rien sur Bucarest.

Rassemblez des généralités vagues sur l'histoire de la Valachie au dix-huitième siècle, parsemez cela de quelques citations d'auteurs contemporains, ajoutez quelques fusées d'enthousiasme tartarinesque, et vous aurez ce que l'auteur appelle l'histoire de Bucarest au dix-

huitième siècle. Le lecteur en est encore à son ignorance primordiale, car je suppose qu'il ne profite guère en apprenant de M. Homais-Gion, pharmacien et historien, que: «Napoléon Bonaparte, à cheval sur deux siècles, fulminant et sans pareil, se présente. Bucarest le voit, l'admire et l'implore avec (*sic*) toutes les tortures et les malheurs qui tombaient sans cesse sur cette ville». Et il y a des personnes qui osent dire que *cela* pouvait être couronné par n'importe quelle Académie du système solaire! *Proh pudor!* dirait l'érudit judicieux qui est M. Ionnesco Gion.

L'auteur ne fait que commencer, mais cet article doit finir. Je me bornerai à donner un bref aperçu de ce qui suit. Après ce que j'ai analysé jusqu'ici vient un chapitre sur les «résidences des princes» à Bucarest, sur leurs palais. S'imagine-t-on ce qu'on y trouve? Mais, encore une fois, la chronique banale de la Valachie au XVI^e siècle, au XVII^e, au XVIII^e. Et les palais? Que le lecteur de M. Gion aille se renseigner lui-même; il lui suffît de savoir qu'il y avait des palais et qu'on peut savoir quelque chose là-dessus. Quant à réunir ces quelques notices et à nous donner une exposition

intelligible du sujet, ce n'est pas l'affaire de l'auteur.

Autre chapitre: «Métropole de Bucarest». M. Gion veut parler seulement de l'église. Il y a donc, n'est-ce pas? la description du monument, la reproduction des inscriptions, la liste des fondateurs, etc.? Non, cela n'y est pas. Pour les «églises de Bucarest» (Chapitre VII) même observation. Je me demande où faut-il que je cherche ces inscriptions, sinon dans un chapitre consacré aux églises de Bucarest? Ailleurs, car M. Gion ne sait pas lire les caractères cyrilliques et..., tout en donnant parfois une vignette représentant une croix, il en copie l'inscription d'après quelque mauvais livre qui a précédé celui qu'il a fait lui-même. Mais on a, en échange, une espèce de nouvelle consacrée au... monastère de Radu-Voda. Parfait!

«Patriarches, métropolitains, évêques grecs à Bucarest»... Qu'est-ce que cela veut dire? Mais un chapitre de l'histoire de Bucarest! Il fallait en ajouter d'autres sur les Allemands, les Français, les Italiens, les Japonais, plus ou moins «patriarches, métropolitains et évêques», de passage à Bucarest.

Et M. Gion nous décrit ensuite la Dambovitza, notre rivière, dont il ferait volontiers un fleuve écumant et dont il énumère, en plaisantant avec agrément, les défunts moulins et, d'une manière subsidiaire, les ponts.

Les meilleurs chapitres sont sans doute ceux qui traitent des rues, des faubourgs et des «hans». Mais les renseignements inspirent quelques fois si peu de confiance et ils sont noyés dans une rhétorique si pitoyable! On lit: «Bucarest ne marche pas; elle court sur le chemin du progrès. Sa devise est: Toujours en avant!» Une *mahala* «s'accroît avec la même force ingouvernable avec laquelle croissent et s'étendent toutes les parties de Bucarest.» «La *Calea Victoriei* est historique (*sic*), pleine de vie, glorieuse, et cependant, aujourd'hui, sur le seuil du vingtième siècle, un désir ardent en torture le génie tutélaire.» Dire que l'auteur a un tempérament poétique!

Ce tempérament malheureux l'empêche de faire un chapitre lisible des pages qu'il consacre au commerce de Bucarest et où on trouve pêle-mêle toute espèce d'anecdotes plus ou moins authentiques. Et même le *siamo Veneziani e poi cris-*

tiani, emprunté à l'abrégé d'« Histoire universelle » de V. Durny !

« Les beaux arts ! » Leur place était dans la description minutieuse et compétente des églises et autres monuments de Bucarest. Qu'à cela ne tienne ! M. Gion nous entretient avec volubilité des édifices, des peintures, des statues qui... ne se trouvent pas à Bucarest. L'auteur n'a pas la moindre idée de ce qu'on était en droit d'attendre de sa part et cela excuse jusqu'à un certain point la nullité absolue de ces pages. Ne s'avise-t-il pas de comparer un escalier byzantin à ceux qui se trouveraient au palais de la Seigneurie à Florence ! Ne nous parle-t-il pas avec un enthousiasme ridicule de fourchettes et de châles ! Ne croit-il pas nécessaire de nous expliquer que le musicien est... « un puissant facteur de la musique ! » En est-il certain, ce bon M. Gion ? Il termine ainsi : « Voici les beaux-arts d'aujourd'hui, en voici la vie, et voici pourquoi nous croyons, avec la force et la chaleur de la vérité, que Dieu qui règne dans les cieux a décidé sur la terre, dans le livre de notre vie, que Bucarest doit être fière et grande dans l'éternité »... Monsieur Homais, Monsieur Homais !

Un chapitre sur «l'histoire militaire»... Cela n'a pas de sens. Passons outre ! De même pour «Bucarest pendant la Révolution française» (et «pendant le siège de Troie» ? !). Mais je dirai que M. Gion comprend si peu les vignettes qu'il sème à tout propos dans son livre (quatre-vingt dix sur cent ne regardent pas Bucarest) qu'il commet la bêtise de voir une «querelle pour les pays roumains» dans une caricature qui représente... le partage de la Pologne !

«Maladies, hôpitaux, médecins à Bucarest». Ce serait un chapitre de *Sanitätspflege*. Cela commence par... les Romains, continue par... la peste d'Attila et aboutit au plus étrange des babillages inutiles. On voit parmi les vignettes feu Millo, artiste dramatique, dans deux rôles de vieilles femmes, parce que..., mais parce qu'il y a des vieilles femmes qui s'occupent de médecine clandestine !

Après un chapitre sur les mœurs, dans lequel gambade librement le style vivace de M. Ionesco-Gion, il pense, saisi d'un remords tardif, à nous dire ce qui... devait le préoccuper dès le commencement : «l'administration de Bucarest». Il donne, assez mal lus, quelques docu-

ments intéressants, et, après avoir cité... le duc de S. Simon, finit avec une pitoyable anecdote sur « la femme millionnaire d'un épicier d'antan ».

La table est mauvaise, la bibliographie erronée.

En résumé, information insuffisante, pas de critique, manque complet de compréhension du sujet, ordonnance anarchique et, pour couronner ces belles qualités, le plus jourdanesque et ampoulé des mauvais styles.

Et venir demander cinq mille francs pour cela, et se fâcher si on les refuse, et exhiber des certificats de la part de personnes qui se trouvent avoir eu une réputation, et crier et tempêter dans les journaux... Décidément, dans mon pays on peut beaucoup se permettre. Mais le temps est venu cependant de crier aux ambitions que ne justifient pas des talents: *Manum de tabula!* A bas les mains !

MON DERNIER CRIME

ET SON EXPIATION

—Où l'on voit la punition méritée d'un critique mal élevé et la noble vengeance d'un excellent auteur—

Un jeune homme d'une inexpérience regrettable, un de mes étudiants, à ce qu'il paraît, publie dernièrement un mauvais ouvrage. L'auteur s'appelle M. Octave-Georges Lecca et l'ouvrage prétend étudier les familles nobles de la Roumanie.

Je passe d'abord sous silence, pour des motifs qu'on comprendra sans difficulté, le dit livre. Mais il se trouve des gens incompetents qui prodignent les éloges à cet essai manqué. Le public pourrait se tromper, et c'était mon devoir d'em-

pêcher la propagation d'une erreur. J'ai annoncé donc dans les «Convorbiri» l'apparition d'une critique sur les «Familles nobles roumaines», d'une critique qui devait démontrer le manque de valeur scientifique de l'œuvre.

Il est bien entendu que je n'avais pas la prétention naïve de faire partager ma conviction à l'auteur; il est assez jeune et assez inapte au métier d'historien pour refuser de me croire. Mais, encore une fois, il fallait qu'une opinion compétente, exprimée sans détours, détrompât le public.

Ma notice a froissé l'orgueil de «savant» qui paraît distinguer M. Octave-Georges Lecca, étudiant, si je ne me trompe, à l'Université où j'enseigne des choses que ce jeune homme devait connaître avant de prendre la plume. Au lieu de changer par un meilleur ouvrage mon opinion à son sujet, il a trouvé bon de *m'envoyer des témoins*. Comme il a donc l'intention d'attenter à mes jours, je dois me presser de faire connaître les motifs de ma dure critique.

C'est ce que je fais, sur la fin de mes jours (il faut bien, sous peine de mort, qu'un professeur roumain du vingtième siècle porte du respect à ses étudiants,

—et à leurs mauvais ouvrages par dessus le marché).

II

Voyons donc le livre qui renseignera la noblesse roumaine sur ses ancêtres.

D'abord, *Bibliographie* (l'œuvre est écrite d'après des «sources authentiques»). J'y remarque des livres qui n'ont jamais existé. Tels: «Bogdan. Textes slaves» (?!), Del Chiaro, *Nella storia delle rivoluzioni di Valachia* (savez-vous ce que cela signifie?). J'y trouve l'indication, comme *sources*, de... «la Grande Encyclopédie», d'un calendrier par M. N. D. Popesco, le romancier populaire bien connu, du faux, tant de fois dénoncé, qui s'appelle la Chronique de Huru! L'auteur trouve que dans la trentaine de volumes qui composent la collection Hurmuzaki il ne doit employer qu'un seul, le dixième; il s'imagine que c'est dans le premier, et non dans le second tome de mes *Actes et fragments* qu'il trouvera des renseignements précieux sur notre noblesse... Il possède l'orthographe française au point d'imprimer «hélénique» et «relatifs»!

Avec ce bagage, l'auteur «s'en va-t-en guerre» pour découvrir l'origine et le développement de nos familles nobles.

Eh bien! c'est inouï! Pour écrire un ouvrage de cette portée, de cette exceptionnelle importance, il fallait un travail de Bénédictin, poursuivi avec dévouement et compétence pendant au moins une dizaine d'années. Il fallait lire avec attention les nombreuses sources imprimées de notre histoire, découvrir celles qui n'ont pas encore vu la lumière et sans l'usage desquelles on s'expose à livrer au public une ébauche éphémère. Le livre que l'auteur voulait écrire ne pouvait être que le grandiose couronnement d'une longue activité scientifique, le monument glorieux d'un vieux savant illustre. Faire cela à vingt ans et menacer de duel ceux qui ne veulent pas admirer ou se taire...

Maintenant, des preuves de l'absolue insuffisance du livre.

Prenons la famille Arbore. Elle est connue jusqu'au dix-septième siècle, quand elle paraît éteinte. L'auteur la retrouve au XIX^e siècle: le publiciste Arbore serait le descendant du vieil Hetman. Les preuves... Il n'en est pas question. Les Asan moldaves et valaques des-

cendent des... empereurs du même nom (pas la moindre idée !). Pour les Balaceano, les sources principales sont des érudits allemands du XVIII^e siècle et une chronique moldave. Jean Balaceano, —les erreurs de détail fourmillent—aurait été torturé jusqu'à la mort par Nicolas Mavrocordato, alors qu'il fut décapité par les Turcs. Aux Baleano, il croit encore que le testament publié par M. Hasden est du seizième siècle, alors qu'il doit être daté du dix-septième. Il admet l'énormité scientifique que les Balche seraient Albans et que ces ancêtres albanais ont une origine française : de Baux ! Il voit un Barcanesco dans le boyard Radu de Michel-le-Brave !! L'origine des Bassarabes s'élève jusqu'à l'empereur Philippe l'Arabe (et peut-être jusqu'aux chameaux arabes).

Tout ce qui suit sur l'histoire de cette famille est entremêlé d'erreurs chronologiques impardonnables, ainsi, sur le règne de Pierre-le-Boiteux, sur sa famille, etc...

Pour les Beldiman, il ne connaît pas l'excellent article de M. Tanoviceano. Il fait de tous les Berendey une seule et ancienne famille ! Il recueille tous les Bogdan (nom de baptême) antérieurs

à 1600 pour en faire les ancêtres de la famille moldave. Il commence le règne si connu de Constantin Brancovano en 1689, au lieu de 1688. Il voit dans Callimachus, le nom emprunté d'un érudit italien du quinzième siècle, l'origine de la famille des Callimaki (pourquoi ne descendent-ils pas du poète grec classique Callimaque?). Les Cantacuzène sont d'origine *catte*(?!), romaine, française—je dis pour le lecteur que la famille, une famille byzantine, ne remonte pas plus haut que le XIV^e siècle de la naissance de J.-Ch. — et on cite pour appuyer cette erreur sans nom «Lucain Platinos, Marc Ravana, et autres sources», pauvres fautes d'impression perdues dans des manuscrits fantastiques.....

Ce chapitre important contient aussi un extraordinaire nombre de bévues... Cantemir, le prince moldave, descendait d'une lignée tartare (très douteux) et M. Lecca accepte toutes les fables de Démètre Cantemir, l'écrivain bien connu, qui n'épargnait pas des ancêtres à sa famille. Je m'étonne que, parfois, on trouve des familles d'origine un peu plus récente: tout le monde devrait avoir le sang romain: Cesiano, vient de Caesianus, Lecca de Lecca, «Publius Porcius

Lecca» et «Marcus P. Lecca», en passant par des Manichéens, et, un général de Michel-le-Brave, dont le nom *de baptême* était Leca (Alexandre, en albanais)...

Imaginez quelqu'un qui prendrait au hasard les noms semés dans un nombre restreint de sources, plus ou moins authentiques, qui emploierait ces pauvres matériaux à bâtir des généalogies douteuses, surmonterait la liste d'un fronton antique, indiciblement ridicule, et la ferait aboutir à presque tous nos contemporains — et on aura une idée éloignée de cet ouvrage et de son auteur. Il n'y a qu'une modestie absolue qui peut mettre de pareils livres à l'abri de la critique.

Et maintenant, dans les circonstances extraordinaires où je me trouve, je peux terminer comme le Siméon de l'Évangile: *Nunc dimitte, Domine, servum tuum...*

UNE LETTRE

Monsieur le directeur,

Je lis dans un journal quelconque de Bucarest, et sous la signature quelconque d'un anonyme quelconque, dans le post-scriptum d'un article que je ne discute pas, ces mots :

« M. Iorga commet l'imprudence de parler à toute reprise, partout où il écrit, de « mon pays », et cela pourrait autoriser quelqu'un à se demander quelle est la patrie de M. Iorga. Car, sans doute, le fait que le hasard a amené quelqu'un à habiter la Roumanie ou l'y a fait être baptisé ne lui donne pas le droit de la nommer sans cesse « son pays ».

J'ai repoussé du pied toutes les injures qui m'ont été jetées pour avoir dit ce qui est incontestablement la vérité. On a mis en doute mon talent, mon savoir, mon honneur même, et j'ai enduré tout, sachant bien que c'était la récompense que je devais attendre. Je

vois qu'on a mal interprété les raisons de mon silence, et il s'est donc trouvé quelqu'un d'assez noble pour me souffleter de cette dernière injure.

Celle-là, je ne la supporterai pas; je dois la relever, pour moi et pour ma famille, qui ne doit pas être éclaboussée par les ordures qu'on me jette. Je ne pense pas à recourir à la satisfaction des armes: ce n'est pas une manière de prouver qu'une calomnie est une calomnie et un mensonge un mensonge. Il y a une justice dans *mon pays*, dans ce pays pour lequel ont travaillé, combattu et écrit mes ancêtres, ceux qui ont porté les noms de mon père et de ma mère, ceux qu'insulte aujourd'hui un quidam salarié. Je m'adresse donc à la justice, je lui demande un châtiment exemplaire pour le calomniateur et je ne cesserai pas mes efforts jusqu'à ce qu'une satisfaction complète, éclatante ne me soit accordée. Car je n'ai jamais pardonné, j'ai méprisé; et il y a des infamies devant lesquelles le mépris s'arrête, quelle que soit la personne de l'insulteur.

Veuillez agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

DERNIERE RÉPONSE

A UN

AUTEUR QUI N'EN MÉRITE PAS

Il paraît que M. Homais-Gion veut avoir le dernier mot. Il est évident qu'il ne peut rien apporter pour excuser ses délits littéraires et scientifiques. Cela ne l'empêche pas de prodiguer ses feuilletons, signés par son nom ou par sa note personnelle d'écrivain, dans les bas-fonds des journaux qui croient à ses mérites.

Je n'aurais pas relevé son dernier chef-d'œuvre, mais comme il se trouve contenir des inexactitudes par trop intolérables, je les dénoncerai comme telles.

Ainsi, pour mon courtois adversaire, je suis un des hommes les plus avides de ce pays de budgétivores. Il est effrayant de penser ce que j'engloutis à

la seule Académie Roumaine: subsides, dédommagements, récompenses... J'ai été même payé pour dire ce que j'ai dit et tenez, cet article même me rapportera, sans doute, une nouvelle largesse académique. Il a raison; je touche beaucoup, mais j'ai le grave défaut de semer l'argent par les chemins, car on dirait vraiment que j'ai le pain de chaque jour, un toit pour m'abriter et la haine des déchus et des incapables pour seule richesse.

Mon avidité est cependant le dernier de mes défauts. Je suis, en plus, un paresseux sans égal, un épicurien digne du sale milieu scientifique où je vis. Je passe mon temps à voiturier à travers l'Europe mon oisiveté grassement payée: aujourd'hui à Paris, demain à Londres, achetant à meilleur marché les copies que l'Académie me commande. A cela je répondrai que je n'ai pas trente ans, que jamais un centime ne m'a été donné par qui que ce soit pour faire des explorations scientifiques et que cependant j'ai recueilli les plus riches matériaux inédits touchant notre histoire. Si ce travail s'appelle paresser et empocher de l'argent pour cela, je suis le plus odieux des parasites!

Mais je m'empresse de faire une rectification. J'ai touché de l'argent pour deux voyages scientifiques, alors que j'entretenais deux familles avec trois cents frs. par mois, ou presque. Celui qui m'a payé pour cela est M. D. Stourdza. Je l'ai dit et je le répète ici, puisque la reconnaissance ne doit pas se cacher.

Je publiais donc pour l'Académie le volume X de la Collection Hurmuzaki. Les matériaux avaient été *donnés* par moi à cette institution; elle n'avait pas déboursé un centime pour la copie, l'annotation, la rédaction des tables et de la préface. Conformément à une résolution de l'Académie, la revision des épreuves était payée cinquante francs par feuille, je crois, aux autres collaborateurs. Quelqu'un proposa d'égaliser ma situation à celle de ces derniers. Il y eut des membres qui s'indignèrent, comme M. Homais aujourd'hui, contre mon avidité. Je fus refusé et n'en continuai pas moins à surveiller gratuitement l'impression du volume.

M. Stourdza trouva qu'on avait été injuste envers moi et, pour me permettre de travailler une dizaine d'heures par jour aux archives de l'étranger, de rassembler de nouveaux matériaux pour

la collection (matériaux que je n'ai jamais *vendus*), il me donna, au compte du ministère des affaires étrangères, mille francs. L'année suivante—je travaillais toujours gratuitement pour l'Académie—M. Stourdza n'était plus ministre: les vacances vinrent et ma paresse me sollicitait de partir. Il fit alors ce que pas un politicien de ce pays ne serait capable de faire: il prit mille francs sur ses appointements de secrétaire de l'Académie et me les donna.

N'est-ce pas que c'est condamnable? M. Stourdza prévoyait, sans doute, qu'un moment viendrait où, saisi à la gorge par les intrigants et les envieux, je pousserais le cri d'alarme qu'on a entendu l'été passé... Et il comptait se venger ainsi de ses propres ennemis... Ah! l'âme qu'il faut avoir pour sentir et comprendre ainsi les choses!

A part cela, je n'ai jamais rien reçu et ce n'est que très tard que j'ai eu même la rémunération pour les épreuves...

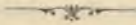
Le reste est tout aussi conforme à la vérité. Qu'on s'imagine, par exemple, l'outrecuidance qu'il faut avoir pour affirmer que je n'ai pas travaillé aux archives de l'Etat! Après de longs efforts,

j'y ai pénétré, j'ai employé le temps pendant lequel j'ai été toléré pour rassembler des notes, qui ont été publiées et que doit connaître certainement M. Ionesco-Homais. Si je n'y suis pas revenu, c'est qu'il fallait recommencer le siège de M. Hasdeu, dans des conditions plus défavorables, c'est qu'il y avait des matériaux séquestrés, c'est que pendant les derniers temps l'accès des archives était formellement interdit à ceux qui n'étaient pas les amis personnels du directeur. Combien faut-il de mauvaise foi pour inventer des chefs d'accusation aussi... inattendus!

Mais j'abuse de l'hospitalité que m'accorde l'*Indépendance Roumaine*. C'est qu'à force de calomnier on arrive quelquefois aux honneurs de la réfutation. Il y a des énormités qu'il est impossible de laisser passer.

J'espère qu'après cela M. Gion laissera dormir ces accusations. S'il en présentait d'autres—il se pourrait que j'eusse commis des larcins, des assassinats, bref les crimes et délits dont on est capable quand on est né à Botoshani et quand on est le « Benjamin de la clique » qu'abhorrent les pharmaciens littéraires—je n'en montrerai pas désormais l'inanité.

L'Académie me paye, en effet, mais, avec ses millions, elle ne possède pas les moyens pour récompenser le balayage critique de ce vain fatras.



PRIX: 2 FRANCS
